



RAPPORT FINANCIER

2022



UNION BANCAIRE PRIVÉE





Comptes
annuels
consolidés

2022

CHIFFRES CLÉS DU GROUPE

	2022 en millions de CHF	2021 en millions de CHF	Variation en millions de CHF	Variation en %
Bénéfice net	210,4	201,2	9,2	4,6%
Résultat opérationnel	241,2	244,5	(3,3)	(1,3%)
Fonds sous gestion (en milliards de CHF)	140,4	160,4	(20,0)	(12,5%)
Total des produits d'exploitation	1'213,3	1'133,9	79,4	7,0%
Résultat des opérations d'intérêts	320,1	206,9	113,2	54,7%
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	764,9	815,0	(50,1)	(6,2%)
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	121,1	105,1	16,0	15,2%
Total des charges d'exploitation	826,6	754,5	72,1	9,6%
Charges de personnel	610,1	554,7	55,4	10,0%
Autres charges d'exploitation	216,5	199,8	16,7	8,4%
Amortissements, correctifs de valeur, provisions et pertes	145,5	135,0	10,5	7,8%
Total bilan	38'761,3	38'784,7	(23,4)	(0,1%)
Fonds propres	2'571,5	2'478,2	93,3	3,8%
Capital social	300,0	300,0	-	-
Réserve issue du capital	867,3	867,3	-	-
Réserve issue du bénéfice	963,2	894,0	69,2	7,7%
Réserves pour risques bancaires généraux	230,4	215,4	15,0	7,0%
Effectif du personnel (au 31 décembre en ETP)	1'960	1'904	56,0	2,9%
Bénéfice net par collaborateur (en milliers de CHF)	107,3	105,7	1,6	1,5%
Ratio Charges d'exploitation/Revenus d'exploitation	68,1%	66,5%	-	-
Ratio Charges d'exploitation après amortissements/Revenus d'exploitation	79,3%	78,1%	-	-
Rendement des fonds propres (ROE)	8,5%	8,4%	-	-
Ratio Fonds propres/Total du bilan	6,6%	6,4%	-	-
Ratio de fonds propres Tier 1	26,7%	25,2%	-	-
Ratio de liquidités à court terme (LCR)	304,6%	274,5%	-	-
Ratio de levier (LERA)	5,6%	5,4%	-	-
Ratio de financement (NSFR)	194,2%	162,6%	-	-

Bilan consolidé au 31 décembre

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Actifs		
Liquidités	1'553'557	5'574'847
Créances sur les banques	3'476'661	3'196'097
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1'777'545	364'460
Créances sur la clientèle	8'389'859	10'491'593
Créances hypothécaires	2'351'902	2'171'942
Opérations de négoce	191'619	1'660'339
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	1'374'951	530'245
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1'318'047	2'103'184
Immobilisations financières	17'513'156	11'494'630
Comptes de régularisation	205'706	174'392
Participations non consolidées	3'529	3'550
Immobilisations corporelles	309'471	305'769
Valeurs immatérielles	233'767	218'650
Autres actifs	61'574	495'014
Total des actifs	38'761'344	38'784'712
Total des créances subordonnées	-	-

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Passifs		
Engagements envers les banques	1'989'336	609'258
Engagements résultant d'opérations de financement de titres	3'630'585	5'127'130
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	26'949'521	26'487'668
Engagements résultant d'opérations de négoce	25	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	1'413'056	1'050'003
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1'362'784	2'294'641
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	335'000	335'000
Comptes de régularisation	357'342	313'395
Autres passifs	113'124	56'965
Provisions	39'027	32'484
Total des fonds étrangers	36'189'800	36'306'544
Réserves pour risques bancaires généraux	230'413	215'375
Capital social	300'000	300'000
Réserve issue du capital	867'336	867'336
Réserve issue du bénéfice	963'152	894'047
Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres	267	180
Bénéfice du Groupe	210'376	201'230
dont part des intérêts minoritaires au bénéfice du Groupe	150	106
Total des fonds propres	2'571'544	2'478'168
Total des passifs	38'761'344	38'784'712
Total des engagements subordonnés	-	-

Opérations hors bilan consolidé au 31 décembre

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Engagements conditionnels	621'779	627'659
Engagements irrévocables	678'723	63'857
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	746'745	1'008'314
Crédits par engagement (paiements différés)	1'412	4'090

Compte de résultat consolidé de l'exercice

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Produits et charges de l'activité bancaire ordinaire consolidée		
Résultat des opérations d'intérêts		
Produits des intérêts et des escomptes	482'161	177'050
Produits des intérêts et dividendes des immobilisations financières	146'733	83'206
Charges d'intérêts	(303'771)	(53'402)
Résultat brut des opérations d'intérêts	325'123	206'854
Variations des corrections de valeurs pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	(5'000)	
Résultat net des opérations d'intérêts	320'123	206'854
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services		
Produits des commissions sur les titres et les opérations de placement	778'930	830'682
Produits des commissions sur les opérations de crédit	3'711	3'491
Produits des commissions sur les autres prestations de services	3'853	3'964
Charges de commissions	(21'619)	(23'123)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	764'875	815'014
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	121'114	105'070
Autres résultats ordinaires		
Résultats des aliénations d'immobilisations financières	2'326	1'840
Produits des participations	2'901	3'762
dont participations mises en équivalence		426
dont autres participations non consolidées	2'901	3'336
Résultats des immeubles	715	279
Autres produits ordinaires	1'284	1'171
Autres charges ordinaires		(49)
Autres résultats ordinaires	7'226	7'003
Total des produits	1'213'338	1'133'941

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Charges d'exploitation		
Charges de personnel	(610'123)	(554'675)
Autres charges d'exploitation	(216'502)	(199'785)
Charges d'exploitation	(826'625)	(754'460)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	(136'000)	(131'603)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(9'474)	(3'403)
Résultat opérationnel	241'239	244'475
Produits extraordinaires	29'250	111
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	(15'039)	
Impôts	(45'074)	(43'356)
Bénéfice du Groupe	210'376	201'230
dont part des intérêts minoritaires au bénéfice du Groupe	150	106

Présentation du tableau des flux de trésorerie consolidés

(en milliers de CHF)

	2022		2021	
	Sources	Emplois	Sources	Emplois
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne)				
Résultat de la période	210'376		201'230	
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	136'000		131'603	
Provisions et autres corrections de valeur	9'474		3'000	
Comptes de régularisation actif		31'313		16'517
Comptes de régularisation passif	43'948		18'086	
Autres positions		29'781	2'193	
Dividende de l'exercice précédent		132'000		130'000
Solde	206'704		209'595	
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres				
Capital-actions/capital-participations/capital de dotation, etc.				
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	15'039			
Ecritures par les réserves				
Solde	15'039		-	
Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles				
Participations	26'833			795
Immeubles		15'722		
Autres immobilisations corporelles		63'216		59'544
Valeurs immatérielles		75'881		55'402
Solde		127'986		115'741
Flux de fonds de l'activité bancaire				
Opérations à moyen et long terme (> 1 an)				
Engagements envers les banques				
Engagements résultant des dépôts de la clientèle				
Autres engagements	56'157			21'286
Créances sur la clientèle		26'364		236'737
Créances hypothécaires		222'319		155'113
Immobilisations financières		4'064'523		1'744'120
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage			335'000	
Autres créances	433'441			76'619

(en milliers de CHF)

	2022		2021	
	Sources	Emplois	Sources	Emplois
Opérations à court terme				
Engagements envers les banques	1'380'078		16'588	
Engagements résultant d'opérations de financement de titres		1'496'545		1'276'109
Engagements résultant de dépôts de la clientèle	461'853		1'593'366	
Engagements résultant d'opérations de négoce	25			241
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	363'053			267'824
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur		931'856	501'980	
Créances sur les banques		280'565		657'234
Créances résultant d'opérations de financement de titres		1'413'085		268'873
Créances sur la clientèle	2'170'457			667'002
Créances hypothécaires				59'041
Opérations de négoce	1'468'720			70'232
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés		1'954'003	95'197	
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	785'136			649'170
Immobilisations financières		844'707	2'045'422	
Etat des liquidités				
Liquidités	4'021'290		1'468'194	
Solde		93'757		93'854
Total	11'361'953	11'361'953	6'265'342	6'265'342

Présentation de l'état des capitaux propres

(en milliers de CHF)

	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Propres parts du capital (poste négatif)	Intérêts minoritaires	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 31.12.2021	300'000	867'336	894'047	215'375	-	-	180	201'230	2'478'168
Affectation du résultat de l'exercice précédent			69'124				106	(69'230)	-
Différences de change			(19)				(19)		(38)
Acquisition de propres parts au capital									-
Dividendes et autres distributions								(132'000)	(132'000)
Autres dotations affectant les réserves pour risques bancaires généraux				15'038					15'038
Bénéfice/Perte (résultat de la période)								210'376	210'376
Capitaux propres au 31.12.2022	300'000	867'336	963'152	230'413	-	-	267	210'376	2'571'544

A photograph of a modern building facade at night. The building features large glass windows and doors, some of which are illuminated from within, showing interior spaces like a lounge and a hallway. The sky is a deep blue. A large, semi-transparent teal rectangle is overlaid on the right side of the image, containing the title text.

Annexe aux comptes annuels consolidés

Indication de la raison sociale, de la forme juridique et du siège du Groupe

L'Union Bancaire Privée, UBP SA est une société anonyme de droit suisse et son siège est à Genève.

Commentaires relatifs à l'activité

Pour les commentaires relatifs à l'activité du Groupe, se reporter au Rapport d'activités.

Acquisitions

En date du 28 janvier 2022, l'acquisition des activités de Danske Bank International Luxembourg a été finalisée avec un transfert d'avoirs totalisant CHF 5,6 milliards, ainsi que le transfert de 48 employés ETP (équivalents temps plein).

Principes comptables et principes d'évaluation

Principes de base

Les principes comptables, d'évaluation et de présentation appliqués aux comptes de groupe et au bouclage individuel sont conformes aux exigences de la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne, à son ordonnance d'exécution, à l'ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur l'établissement et la présentation des comptes ainsi qu'à la circulaire FINMA 2020/1.

Les comptes consolidés donnent une image fidèle de l'état de la fortune, de la situation financière et des résultats du Groupe Union Bancaire Privée.

Les principales méthodes comptables utilisées de manière constante pour la détermination de l'état de fortune sociale et des résultats sont les suivantes:

Participations consolidées

Les participations supérieures à 50% du capital social font l'objet d'une consolidation intégrale, dès lors que la Banque les contrôle, c'est-à-dire qu'elle dispose du pouvoir de diriger leurs politiques financières et opérationnelles afin d'obtenir des avantages de leurs activités. Les actifs et les passifs, de même que les charges et les produits, sont intégrés dans leur totalité (100%). La part des actionnaires tiers (intérêts minoritaires) dans le patrimoine et dans le bénéfice net est indiquée séparément dans le bilan et le compte de résultat consolidés.

Les participations de 20% à 50% sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence («equity method»). Leurs bénéfices nets et leurs patrimoines nets sont ainsi saisis dans les comptes consolidés proportionnellement au pourcentage détenu par le Groupe.

Les participations peu importantes et les participations inférieures à 20% sont comptabilisées dans les participations non consolidées à leur prix d'achat, déduction faite des amortissements appropriés.

Elimination des relations internes du Groupe

Tous les postes du bilan et du compte de résultat (y compris les opérations hors bilan) qui proviennent de relations d'affaires entre les sociétés du Groupe ont été éliminés des comptes consolidés.

Comptabilisation des opérations

Les opérations sont enregistrées et évaluées conformément aux principes généralement admis et sont, dans la règle, portées au bilan à la date du règlement, respectivement à la date de conclusion pour les opérations du trafic des paiements et sur titres au comptant.

Délimitation dans le temps

Les produits et les charges sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont acquis ou courus ou qu'ils sont engagés, et enregistrés dans les comptes de la période concernée, et non lors de leur encaissement ou de leur paiement.

Conversion de monnaies étrangères

Les bilans des sociétés du Groupe, établis en monnaies étrangères, sont convertis en francs suisses aux cours de change effectifs à la date du bilan, à l'exception des fonds propres, qui sont convertis aux cours historiques. Pour les comptes de résultat, des cours annuels moyens sont appliqués. Les écarts résultant de cours de conversion divergents figurent dans les fonds propres en tant que part des réserves issues du bénéfice.

Dans les comptes individuels des sociétés du Groupe, les actifs et les engagements libellés en monnaies étrangères sont convertis en monnaie locale aux cours de change effectifs à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis aux cours de change en vigueur au moment de leur comptabilisation, aux cours de change pratiqués à la fin de chaque mois, ou aux cours de couverture si le risque de change a été couvert.

Cours des principales monnaies étrangères contre le CHF:

	Cours moyens			
	31.12.22	31.12.21	2022	2021
USD	0,92520	0,91115	0,93698	0,91478
GBP	1,11292	1,23411	1,17285	1,25779
EUR	0,98742	1,03616	1,03493	1,07932

Liquidités, créances sur les banques, créances sur la clientèle

L'évaluation de ces postes s'effectue à leur valeur nominale. Les risques connus et prévisibles font l'objet de corrections de valeurs individuelles, imputées directement aux postes correspondants de l'actif du bilan.

Opérations de financement de titres

Le Groupe effectue des opérations de prise/mise en pension de titres dans le cadre de la gestion de la trésorerie («repo» et «reverse repo») ainsi que des opérations de prêt/d'emprunt de titres pour le compte de la clientèle.

Les échanges de liquidités ainsi que les intérêts courus sont enregistrés au bilan à la valeur nominale. Une écriture au bilan a uniquement lieu pour les titres dont la partie cédante transfère également économiquement le pouvoir de décision. Lors d'opérations de prêt, respectivement d'emprunt, de titres, les transactions dans lesquelles le Groupe agit en qualité de principal sont portées au bilan, celles effectuées pour le compte de la clientèle, en tant qu'agent, sont traitées selon les règles relatives aux opérations fiduciaires.

Opérations de négoce, engagements résultant d'opérations de négoce

Les portefeuilles destinés au négoce sont évalués aux prix du marché à la date du bilan. Ils incluent les positions qui ne sont pas acquises dans un but d'investissement à long terme, ni dans le but de couvrir les souscriptions par la clientèle des certificats sur titres émis par la Banque; les bénéfices ou pertes réalisé(e)s ou non réalisé(e)s apparaissent au compte résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur. Les titres qui ne sont pas négociés régulièrement sont comptabilisés au prix d'acquisition, déduction faite des amortissements nécessaires (principe de la valeur la plus basse).

Le produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce est crédité au résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur. Les coûts de refinancement sont débités, au taux de marché, du résultat des opérations de négoce et crédités au produit des intérêts et des escomptes.

Autres instruments financiers évalués à la juste valeur et engagements résultant d'instruments financiers évalués à la juste valeur

Le Groupe permet à ses clients de souscrire à des certificats correspondant principalement à des parts de paniers d'actions et des obligations.

Le montant des souscriptions aux certificats par les clients figure au passif du bilan sous la rubrique «Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur». Les montants correspondant aux actifs financiers sous-jacents figurent à l'actif du bilan sous la rubrique «Autres instruments financiers évalués à la juste valeur».

La différence entre le montant des souscriptions des clients, au passif, et les positions en couverture des certificats sur titres émis à l'actif est essentiellement due à une composante «cash», qui n'est pas encore investie, comptabilisée dans les liquidités à l'actif du bilan, ou aux positions couvertes par des dérivés.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent les positions de titres détenues à long terme, les positions métaux précieux et les immeubles repris dans le cadre des opérations de crédit et destinés à la revente. Les titres de créance, à revenu fixe ou à taux flottant, sont en principe conservés jusqu'à l'échéance. Les titres de participation et les immeubles sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse, soit au prix d'acquisition ou au prix du marché. Pour les titres de créance, la différence entre la valeur nominale et la valeur d'acquisition est répartie sur la durée résiduelle et inscrite sous «Produits des intérêts et dividendes des immobilisations financières»; les gains et les pertes résultant des opérations d'intérêts aliénées avant l'échéance ou remboursées par anticipation sont délimités selon la durée résiduelle de l'opération. Les métaux précieux sont évalués au prix de marché à la date du bilan. Ils servent notamment de couverture aux avoirs de clients en comptes métaux.

Participations non consolidées

Les participations peu importantes et les participations inférieures à 20% sont comptabilisées dans les participations non consolidées à leur prix d'achat, déduction faite des amortissements appropriés.

Immobilisations corporelles

Les immeubles, équipements, installations et logiciels achetés ainsi que les honoraires de tiers relatifs aux logiciels en développement sont amortis sur une période évaluée selon des critères économiques d'exploitation. Une estimation périodique est effectuée pour déceler les cas éventuels de dévalorisation significative.

Les immeubles et autres immobilisations corporelles sont amortis de façon linéaire pendant leur durée d'utilisation estimée comme suit:

- immeubles 67 ans
- aménagements et installations 8 ans
- matériel informatique, logiciels et télécoms 3 à 10 ans

Valeurs immatérielles

Si, lors de l'acquisition d'une entreprise ou d'un portefeuille de clients, les coûts d'acquisition sont plus élevés que les actifs nets repris, la différence qui en découle constitue le goodwill acquis. Le goodwill est porté à l'actif du bilan et amorti de façon linéaire sur la durée d'utilisation estimée. Un test de dépréciation est effectué à chaque date de bilan afin de déterminer la valeur recouvrable. Si cette dernière est inférieure à la valeur comptable, une correction de valeur est comptabilisée. Compte tenu de la capacité du Groupe à maintenir la valeur des actifs acquis, capacité démontrée au fil des diverses acquisitions opérées dans le passé, la durée d'utilisation estimée est de 10 ans.

Provisions

Une provision est constituée dès lors qu'un engagement probable fondé sur un événement passé dont le montant et/ou l'échéance sont incertains est estimable de manière fiable.

Impôts sur le bénéfice

Les impôts courants sur le bénéfice sont calculés sur la base des législations fiscales en vigueur dans les pays respectifs et inscrits en charge pour la période comptable durant laquelle le bénéfice imposable est généré. Ils sont inscrits au passif du bilan sous «Comptes de régularisation».

Les effets fiscaux résultant de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs sont comptabilisés comme impôts latents sous la rubrique «Provisions» au passif du bilan. Les différences temporaires constatées correspondent essentiellement à la réserve pour risques bancaires généraux. Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d'impôt attendus.

Institutions de prévoyance en faveur du personnel

Le Groupe dispose en Suisse et à l'étranger de plusieurs institutions de prévoyance en faveur du personnel, comprenant essentiellement des plans orientés vers la primauté des cotisations. Les cotisations ajustées à la période sont présentées comme frais de personnel dans le compte de résultat. Les ajustements actifs ou passifs correspondants et les créances et engagements qui résultent de bases légales, réglementaires ou contractuelles le sont au bilan. Un examen annuel est effectué afin de déterminer s'il existe dans le plan de prévoyance un avantage économique (excédent) ou un engagement économique (déficit) du point de vue de la Banque. La base est constituée par les contrats, les comptes annuels des institutions de prévoyance établies en Suisse conformément à la Swiss GAAP RPC 26, et d'autres calculs présentant la situation financière, l'excédent de couverture ou le découvert existant par plan de prévoyance conformément aux circonstances réelles.

Un avantage économique n'est enregistré dans les comptes de la Banque que s'il est licite et qu'il est envisagé d'utiliser cet excédent pour réduire les cotisations de l'employeur, de les rembourser ou de les utiliser en dehors des prestations réglementaires. En cas de déficit, une provision n'est constituée que dans la mesure où la Banque veut ou doit participer à son financement. L'inscription dans le compte de résultat d'un avantage et/ou d'un engagement économique s'effectue sous la rubrique «Charges de personnel». Au niveau du bilan, l'avantage figure sous le poste «Autres actifs» alors qu'un engagement est reconnu sous la rubrique «Provisions».

Réserves pour risques bancaires généraux

Les prescriptions comptables pour les banques autorisent expressément la constitution d'une réserve pour risques bancaires généraux, par ailleurs assimilable à des fonds propres.

Instruments dérivés et leur valeur de remplacement

Les instruments dérivés regroupent les options, les futures et les swaps sur actions, indices d'actions, devises, matières premières et taux d'intérêt, les FRA, ainsi que les positions à terme sur devises, titres et matières premières. Les instruments dérivés sont évalués à la valeur du marché («marked-to-market»). Pour les positions de négoce et de l'option de la juste valeur, les bénéfices et pertes réalisés ou non réalisés apparaissent au compte résultat des opérations de négoce. Les opérations de couverture utilisées dans le cadre de la gestion du risque de taux et de devises sont évaluées selon les règles applicables à la transaction de base couverte et sont enregistrées au compte de résultat de manière analogue. Lors d'une vente anticipée d'un instrument de couverture de taux évalué selon le principe des intérêts courus, le résultat réalisé est différé et comptabilisé au compte de résultat sur la durée initiale de l'instrument vendu. Lorsque l'impact des opérations de couverture est supérieur à celui des positions couvertes, la fraction excédentaire est assimilée à une opération de négoce. Les valeurs de remplacement positives et négatives des opérations pour compte propre sont comptabilisées dans les rubriques ad hoc à l'actif, respectivement au passif du bilan, de même que celles résultant d'opérations de commission portant sur des contrats traités hors bourse.

Externalisation

Pour les activités déployées par ses succursales de Singapour et Hong Kong, la Banque externalise la gestion, le développement et l'entretien de son logiciel bancaire, ainsi que ses activités de back office, à la société Azqore (Switzerland) SA.

Les services externalisés font l'objet d'un contrat de prestation de services détaillé et sont contrôlés via des évaluations fréquentes en termes de qualité et de résultats. La Banque a confié le développement ainsi que la maintenance d'une part importante des applications à IBM. Le démarrage opérationnel de cette externalisation s'est effectué au 1^{er} janvier 2019.

Organe de révision

L'organe de révision du Groupe est Ernst & Young SA depuis 1990, Raphaël Thürler agissant en qualité de Réviseur responsable depuis 2019.

Gestion globale des risques

Principes généraux

Le mandat de gestion des risques défini par le Conseil d'administration, via le Comité des Risques du Conseil, et

le Comité Exécutif, est codifié dans le «Bank Risk Policy & Risk Governance Framework» et le «Bank's Liquidity Risk Tolerance & Risk Appetite Framework», ainsi que matérialisé par des directives et procédures internes, dans le but d'assurer l'identification, la mesure et la gestion des risques inhérents aux activités du Groupe, tant pour le bénéfice des clients que pour celui des actionnaires. Le Groupe maintient ainsi un niveau qualitatif élevé quant aux ressources humaines et aux systèmes et infrastructures informatiques, tout comme il veille à la promotion d'une culture en matière de gestion des risques. Cette approche de gestion des risques d'ument intégrée et empreinte de rigueur est la clé de notre réussite, l'objectif étant d'assurer un processus de gestion des risques fiable.

Ce processus est fondé sur des directives exhaustives et détaillées, ainsi que sur des systèmes performants de gestion de l'information destinés à surveiller, contrôler et rendre compte de tous les risques significatifs. Pour assurer une prise de risque prudente et mesurée qui reflète notre stratégie commerciale, nous appliquons un cadre de gestion des risques conservateur à nos activités et à leur planification. Du point de vue organisationnel et structurel, la responsabilité du Groupe en matière de gestion et de contrôle des risques s'exerce à trois niveaux:

- une définition et une supervision stratégiques, par le Conseil d'administration, via le Comité des Risques du Conseil, de la politique générale en matière de risque, ainsi que de la détermination des stratégies de gestion des risques (vision des risques, propension à la prise de risque, et standard de contrôle des risques);
- une gestion et une supervision opérationnelles exercées par le Comité Exécutif et le Comité des Risques (formulation et mise en œuvre de stratégies de gestion des risques); et enfin
- un contrôle des risques, principalement exercé par l'unité indépendante de contrôle des risques («Risk Management»), ainsi que par le Département Compliance et l'unité de Contrôle Risque Crédit.

Le contrôle du risque est effectué au sein des divers secteurs d'activité du Groupe – englobant les divisions Treasury & Trading, Wealth Management, Asset Management et COO – de la manière suivante:

- a) supervision indépendante du risque, élaboration de systèmes d'alerte de risque et scénarios de crise;
- b) gouvernance et vision du risque;
- c) identification, évaluation et reporting quotidien «Daily Risk Snapshot» du profil de risque consolidé de la Banque en relation avec la tolérance au risque définie par le Comité des Risques du Conseil – soit le risque de marché, de liquidité, de crédit et opérationnel – à l'intention des membres du Comité des Risques, et mensuellement à l'intention du Comité des Risques du Conseil et du Comité Exécutif pour analyse et revue;
- d) contrôle du processus d'investissement («investment suitability») au sein du Wealth Management et de l'Asset Management, mesure de performance/analyse de portefeuille, évaluation des risques opérationnels;
- e) sélection de systèmes de gestion du risque/conception et entretien; et
- f) évaluation du risque de produits dérivés/structurés, de nouveaux produits et de nouvelles activités en développement.

Risque de marché

La gestion des risques de marché inhérents au négoce et aux activités de trésorerie est effectuée selon le cadre défini dans le manuel «Market-Risk Manual», complété par les annexes «Stress Scenario Analysis» et «Market Risk Limits» selon une structure de limites intégrées, à plusieurs niveaux, comme suit:

- Positions (valeur de marché/évaluation «intra-day»);
- Sensibilité (duration, delta, gamma, vega);
- «Value at risk» (VaR);
- Pertes maximums («stop loss»); et
- Engagement sur le marché primaire/limites par émetteur et par pays.

Cette gestion est complétée par l'analyse de simulation («stress scenario»), la mesure de la performance ajustée aux risques («RAPM»), ainsi que des tests VaR rétroactifs («VaR backtesting»).

Les rapports quotidiens consolidés en matière d'exposition au risque de marché, de «stress value at risk» et de RAPM sont générés par le Risk Management à l'intention du Comité des Risques et des départements concernés, et ils sont soumis mensuellement au Comité des Risques du Conseil et au Comité Exécutif pour analyse et revue.

Une analyse consolidée de simulation de «stress scenario» est également soumise au Comité des Risques du Conseil, au Comité Exécutif, au Comité des Risques et aux départements concernés. Cette analyse prend en compte une réévaluation complète des positions (linéaires et non linéaires), en se référant aux pires événements historiques observés sur les marchés financiers et leur liquidité (par exemple le krach boursier de 1987, la crise du SME en 1992, la crise des taux en 1994, et la crise mondiale de 2008), tels que définis dans le manuel interne de «stress scenario» pour le risque de marché.

Quant au calcul des exigences de fonds propres, la Banque utilise l'approche standard pour la couverture du risque de marché du portefeuille de négoce.

Risque de taux d'intérêt dans le portefeuille de la Banque

Concernant la gestion du bilan (Asset-Liability Management - ALM), la Banque a une approche centralisée, selon une structure à trois niveaux:

- 1) Comité des Risques du Conseil, et Comité Exécutif;
- 2) Asset & Liability Committee (ALCO); et
- 3) Desk de Trésorerie.

L'ALCO a la responsabilité de la gestion du bilan selon la politique et le cadre général ALM établis par le Comité des Risques du Conseil et le Comité Exécutif, et se réunit mensuellement, ou plus fréquemment si nécessaire. Le rôle de l'ALCO est principalement stratégique, avec une vision à moyen et à long terme du portefeuille de la Banque (ALM) alors que la gestion quotidienne du bilan est réalisée par le Desk de Trésorerie.

La gestion du risque du bilan est effectuée selon le cadre défini dans le manuel «ALM Risk Policy & Procedures Manual», complété par diverses annexes telles que, par exemple, les annexes «Liquidity Risk Manual», «Liquidity Contingency Funding Plan», «Funds Transfer Pricing», «ALM and Capital

Management Policy for Local Entities» et «ALCO Risk Limits», selon une structure de limites intégrées, à plusieurs niveaux, comme suit:

- Liquidité «stress scenario - high crisis»;
- Sensibilité au changement de taux d'intérêt (+/-100 pb) pour la valeur économique et la valeur de rendement;
- «Value at risk» (VaR);
- Engagement par émetteurs et contreparties.

Ces limites sont complétées par l'analyse de simulation de «stress scenario» mensuel ALM ainsi qu'une simulation d'impact sur le résultat annuel net d'intérêt (par exemple, changement de taux d'intérêt de +/-100 pb, +/-200 pb, et «global tightening» de 1994).

Des rapports spécifiques quotidiens, ainsi que mensuels consolidés, en matière d'exposition aux risques de taux d'intérêt sur le bilan (ALM) et de risques de liquidité «stress» sont générés par l'unité Risk Management pour analyse et décision par l'échelon supérieur de Direction du Groupe. Une analyse consolidée du risque ALM du bilan ainsi que du risque de liquidité «stress» est soumise mensuellement au Comité des Risques du Conseil, au Comité Exécutif, au Comité des Risques et aux départements concernés.

Le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille de la Banque est principalement influencé par les prêts aux clients, le portefeuille d'investissements et les comptes courants créditeurs des clients. Pour ces derniers, les hypothèses retenues pour déterminer l'impact de scénarios de hausse et de baisse de taux d'intérêt se déclinent comme suit: 37,5% de la masse des comptes courants créditeurs des clients est considéré avec une échéance à 6 mois, 37,5% avec une échéance à 1 an, 20% avec une échéance à 5 ans, et 5% avec une échéance à 10 ans. L'hypothèse retenue pour le capital (net des valeurs immatérielles et des immeubles) est une échéance de 5 ans. La Banque recourt de façon substantielle à des swaps de taux d'intérêt pour réduire le risque de taux.

Au 31 décembre 2022, l'exposition du Groupe aux risques de taux d'intérêt (ALM), selon un scénario d'évolution des taux d'intérêt de +100 pb, s'élevait à CHF 7,7 millions s'agissant de la valeur économique et à CHF 2,8 millions concernant la valeur de rendement.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de pertes dû au non-respect, de la part d'une contrepartie, de ses obligations contractuelles de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie.

Le Groupe dispose, au travers de diverses directives et procédures, d'un concept élaboré de gestion des risques de contreparties, de règlement et de risques-pays, avec une analyse consolidée soumise mensuellement au Comité des Risques du Conseil, au Comité Exécutif, au Comité des Risques et aux départements concernés.

Risque de crédit envers la clientèle

La gestion du risque de crédit envers la clientèle est effectuée selon le cadre défini dans la directive «Group Credit Policy», laquelle est complétée par diverses directives et procédures y relatives.

Les crédits consentis à la clientèle privée sont en principe couverts par des actifs dûment nantis (crédits lombards). Ces risques de crédit peuvent comprendre les prêts et avances en compte courant ainsi que les risques découlant de garanties et de transactions sur les dérivés sur changes, titres et autres instruments financiers.

Les portefeuilles nantis font l'objet d'une analyse individuelle par la cellule Contrôle Risque Crédit, et un taux d'avance est assigné à chaque position en fonction du type d'instrument, du rating éventuel, de la liquidité ainsi que de la diversification des investissements. Les actifs sont évalués quotidiennement au prix du marché. La surveillance et la gestion quotidienne des avances sont effectuées au travers de seuils de sécurité (appels de marges complémentaires et réalisation des gages).

Dans le cadre de son activité de gestion de patrimoine, le Groupe peut être amené à consentir des prêts hypothécaires ainsi que des avances couvertes partiellement ou entièrement par le nantissement de gages immobiliers. Pour ce type d'avance, une estimation du gage est systématiquement obtenue par un expert indépendant, et un taux d'avance prudent est retenu.

Il n'est pas dans la politique du Groupe d'octroyer des crédits commerciaux.

Compte tenu des marges requises en matière d'octroi de crédits lombards ainsi que des différents seuils de sécurité fixés, le risque de défaillance sur cette catégorie de crédit est faible. Pour les crédits octroyés en blanc ou sur la base d'actifs moins liquides, une avance sera considérée comme non performante dès lors que l'échéance d'un paiement (intérêts et/ou remboursement partiel ou total du prêt) est dépassée depuis plus de 90 jours. S'il est peu vraisemblable que le débiteur puisse faire face à ses obligations, la créance devient alors compromise. Dans ces situations, une provision spécifique sera constituée au cas par cas sur décision de la Direction Générale et/ou du Comité de crédit, et compte tenu d'une évaluation circonstanciée des éventuels gages. Les intérêts sont considérés comme étant en souffrance lorsque la limite de crédit accordée est dépassée depuis plus de 90 jours. Dès cet instant, ils ne sont plus crédités au compte de résultat.

Les opérations d'intérêts ne représentant pas plus du tiers des revenus de la Banque ni du Groupe, au sens des art. 25 al.1 let. b et c OEPC-FINMA, aucune correction de valeur pour risques inhérents de défaillance n'a été constituée.

Risque de crédit envers les contreparties professionnelles et risque-pays

La gestion du risque de contrepartie, du risque de règlement et du risque-pays est effectuée selon le cadre défini dans les manuels «Credit Risk Management (Counterparty & Settlement)» et «Country Risk Policy & Procedures Manual», lesquels sont complétés par diverses annexes telles que «Counterparty & Settlement Risk Limits», «Country Risk Limits», «Authorised Brokers List» et «Authorised Cash Correspondents & Custodians List».

Les risques de crédit envers les professionnels ne sont contractés que vis-à-vis de contreparties dont la solvabilité est irréprochable. La gestion du risque de crédit de contrepartie et le monitoring des limites de risque y relatives sont effectués selon la méthode de valeur de marché utilisant les facteurs de majoration réglementaire – sur la base de l'approche SA-CCR (Standardised Approach for Counterparty Credit Risk) – pour les opérations dérivés

OTC. A noter que, pour ces opérations, des accords bilatéraux correspondants (ISDA, CSA avec «daily margining») sont en place avec les différentes contreparties. La délimitation du risque s'effectue moyennant un système de limites approprié et flexible, adapté aux catégories de produits et de contreparties ainsi qu'aux périodes de règlement. L'attribution des limites opérationnelles allouées aux expositions relatives au risque de crédit de contrepartie s'appuie sur un modèle dynamique basé sur les spreads CDS et les ratings, une approche matricielle combinant le «worst of» spread CDS 5 ans et le rating LT de la contrepartie mis en relation avec les fonds propres de cette dernière.

Les rapports quotidiens et mensuels consolidés en matière d'exposition aux risques de contrepartie sont générés par le Risk Management à l'intention du Comité des Risques et des départements concernés, et mensuellement à l'intention du Comité des Risques du Conseil et du Comité Exécutif.

La Banque utilise la méthode standard pour le calcul des exigences de fonds propres au titre du risque de crédit de contrepartie.

L'exposition du Groupe au risque-pays est calculée, suivie et rapportée par le Risk Management aux départements concernés et organes de Direction du Groupe, pour tous les produits, sur la base de l'équivalent-crédit. Les taux de provisionnement nécessaires sont dérivés des probabilités de défaut établies par Moody's, S&P et Fitch. L'attribution de limites de risque-pays s'appuie sur l'appétit pour le risque défini selon l'importance stratégique du pays dans le cadre de l'activité de crédit et du nostro, les ratings des agences de notation et l'évolution des spreads CDS.

La surveillance et la gestion continues des risques de contreparties et de pays pour les activités de marché et de trésorerie sont gérées de manière centralisée au moyen d'un système en temps réel.

Risque opérationnel

En matière de gestion et de surveillance du risque opérationnel, la Banque a mis en œuvre un dispositif de gestion de risque appliqué de façon cohérente à l'ensemble de ses entités et fonctions opérationnelles. Le dispositif de gestion de risque opérationnel se fonde sur les principes et éléments clés suivants, tels que codifiés dans le manuel «Operational Risk Manual», lequel est complété par diverses annexes telles que, par exemple, les annexes «New Business/Product Risk Assessment», «Change Risk Assessment», «Cyber Risk», «IT Risk», «Outsourcing Risk» «Conduct Risk», «Compliance Risk Policies» et «Managerial & Functional Controls Framework», et au travers de diverses directives et procédures:

- Formulation claire de la politique et des stratégies, et surveillance active du risque opérationnel, telles qu'élaborées par le Conseil d'administration, via le Comité des Risques du Conseil, et appliquées par le Comité Exécutif;
- Définition commune du risque opérationnel à tout le Groupe, englobant l'ensemble de la gamme des risques opérationnels ou des types d'incidents pouvant affecter significativement les activités du Groupe;
- Description claire de la hiérarchie des responsabilités en matière de risque opérationnel, du Comité des Risques du Conseil et du Comité Exécutif jusqu'aux responsables d'unités opérationnelles et aux fonctions de contrôle de risque (Risk Management, Compliance);

- Définition détaillée des méthodologies en matière d'identification, d'évaluation, de suivi, de maîtrise et d'atténuation du risque opérationnel («risk event management, risk self-assessment, scenario analysis, change risk assessment, issue management and tracking, key risk indicators, comparative analysis, external event collection and analysis»);
- Processus de reporting et de suivi réguliers des profils de risques opérationnels (cartographie des risques, indicateurs de risque) des entités et activités de la Banque, communication efficace et régulière à l'échelon supérieur de Direction du Groupe, ainsi qu'au Comité Exécutif, au Comité des Risques du Conseil et au Comité d'audit;
- Plans de secours et de continuité d'exploitation pour garantir un fonctionnement sans interruption des activités de la Banque;
- Procédure claire d'évaluation du risque opérationnel concernant le lancement ou l'exploitation de tous nouveaux produits, activités, processus et systèmes; et
- Promotion d'une solide culture interne du risque opérationnel.

Afin d'assurer une gestion dynamique et une surveillance efficace du risque opérationnel ainsi qu'une définition proactive des mesures à prendre en termes d'atténuation des risques, une structure organisationnelle à plusieurs niveaux a été mise en place:

- Comité des Risques du Conseil;
- Comité d'audit;
- Comité des Risques;
- Unités de Contrôle (Départements Risk Management, Compliance et Juridique);
- Audit Interne; et
- Management des unités opérationnelles.

La priorité de la Banque est donc d'assurer la pérennité de sa culture de la gestion des risques à tous les échelons de l'entreprise en maintenant une indépendance et une efficacité de notre processus d'examen et de surveillance des risques. Cette approche permet de mieux informer ses lignes de services et leur responsable afin d'assurer une uniformité à l'échelle de la Banque, mais également de perfectionner sans cesse notre gestion des risques en fonction de l'évolution des activités.

La Banque utilise la méthode standard pour le calcul des exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel.

Risque de réputation

La réputation de la Banque est un de ses biens les plus précieux. La Banque met donc tout en œuvre pour ne pas voir sa réputation se détériorer. Elle veille en effet à la bonne gestion globale des risques telle que décrite plus haut, notamment s'agissant des risques de stratégie et des risques opérationnels.

Les règles de conduite et la culture d'entreprise de la Banque permettent ainsi de contribuer au respect et à la préservation de ses valeurs fondamentales.

Ce risque de détérioration de la réputation de la Banque peut entraîner des effets négatifs sur le développement de ses affaires et sur sa position sur le marché financier. Les effets potentiels peuvent engendrer la perte de revenus, des litiges, l'imposition de sanctions par les autorités de régulation ou une surveillance accrue de leur part, ainsi que la perte de confiance ou une fidélité moins grande de la clientèle.

Notre forte volonté de protéger la réputation de la Banque nous permet également de renforcer nos valeurs et de développer nos affaires avec des tiers de qualité à travers le monde, mais aussi d'attirer et de conserver des employés de talent.

Ainsi, il convient notamment d'accorder une attention particulière aux transactions complexes, aux lancements de nouveaux produits, et aux initiatives visant à accéder à de nouveaux marchés.

Le Comité des Risques ainsi que le Comité Exécutif et le Comité des Risques du Conseil examinent ce risque de manière récurrente et attentive.

Risque réglementaire

La prolifération de nouvelles règles appliquées aux institutions bancaires à l'échelle mondiale – notamment celles à mettre en place pour assurer une bonne transparence des activités, le respect des règles internationales, la pertinence des investissements des clients par rapport à leur profil, la transparence fiscale et l'échange d'informations avec des pays tiers, la bonne exécution et la gestion des risques d'abus de marché – a eu pour corollaire un renforcement du cadre général des contrôles et de la Compliance de la Banque pour éviter le risque de non-conformité aux lois, règlements et circulaires.

La plupart des activités de la Banque exposent cette dernière à un risque juridique ou réglementaire. Des directives ont donc été mises en place pour chaque ligne de services de la Banque, incluant les points de contrôle, les règles à suivre et les responsabilités.

Le renforcement du cadre des contrôles, de la gestion de conformité et des compétences de la Banque permet ainsi d'identifier, d'évaluer, de gérer et de surveiller ce risque de manière adéquate, tout comme de respecter les normes strictes imposées par les régulateurs et les autres autorités.

La surveillance et la gestion indépendantes de ce risque par le Département Compliance permettent l'émission de directives, suivie par des formations à l'intention des collaborateurs, lesquelles ont été tant renouvelées qu'approfondies au regard des nouvelles exigences actuelles et à venir.

La mise en lumière des risques potentiels sous-jacents permet également au Département Compliance d'émettre des recommandations stratégiques et des mesures de réduction des risques pour la Banque.

Le Département Compliance transmet ainsi régulièrement aux différents Comités de la Banque des rapports sur la gestion du risque réglementaire, incluant les mesures à entreprendre pour sa bonne gestion et les démarches à effectuer pour assurer la conformité de la Banque dans l'exercice de ses activités.

Événements significatifs survenus après la date du bilan

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis le 1^{er} janvier 2023 pouvant avoir un impact sur les états financiers au 31 décembre 2022.

Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension*	1'777'545	364'460
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension*	3'630'585	5'127'130
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opérations de mise en pension	3'489'568	4'861'813
dont ceux pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyée sans restriction	3'489'568	4'861'813
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que des titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyée sans restriction	1'802'391	382'191
dont titres remis à un tiers en garantie		
dont titres aliénés		

*Avant prise en compte d'éventuels contrats de netting

Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

(en milliers de CHF)

	Nature des couvertures			Total
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture*	
Prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Créances sur la clientèle		8'281'682	112'552	8'394'234
Créances hypothécaires	2'351'902			2'351'902
Immeubles d'habitation	1'804'251			1'804'251
Immeubles commerciaux	547'651			547'651
Immeubles artisanaux et industriels				-
Autres				-
Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Exercice 2022	2'351'902	8'281'682	112'552	10'746'136
Exercice 2021	2'171'942	9'633'313	862'866	12'668'121
Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur)				
Exercice 2022	2'351'902	8'277'307	112'552	10'741'761
Exercice 2021	2'171'942	9'628'727	862'866	12'663'535
Hors bilan				
Engagements conditionnels		621'779		621'779
Engagements irrévocables		678'723		678'723
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires		746'745		746'745
Crédits par engagement (paiements différés)		1'412		1'412
Total hors bilan				
Exercice 2022	-	2'048'659	-	2'048'659
Exercice 2021	-	1'703'920	-	1'703'920
Créances compromises				
	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Correctifs de valeur individuels
Exercice 2022	4'375		4'375	4'375
Exercice 2021	4'586		4'586	4'586

*Les créances sur la clientèle sans couverture comprennent un montant de CHF 80 millions (2021: CHF 835 millions) de prêts accordés à des collectivités de droit public suisse (Ville, Canton).

Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Actifs		
Opérations de négoce	1'91'619	1'660'339
Titres de dette, papiers/opérations de marché monétaire	31'917	54'677
dont cotés	31'917	54'677
Titres de participation	159'702	1'605'662
Métaux précieux et matières premières		
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1'318'047	2'103'184
Titres de participation	899'719	1'643'038
Titres de dette	418'328	459'770
Produits structurés		376
Total des actifs	1'509'666	3'763'523
dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation		
dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités		
Engagements		
Opérations de négoce		
Titres de participation*	25	
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur		
Produits structurés (certificats)	1'362'784	2'294'641
Total des engagements	1'362'809	2'294'641

*Pour les positions courtes (comptabilisation selon le principe de la date de conclusion)

Présentation des instruments financiers dérivés (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
Instruments de taux						
Swaps	18'839	15'366	715'368	880'375	580'727	20'794'224
Futures	437	1'343	291'070			
Options (traded)	1'542	26'089	4'937			
Devises/Métaux précieux						
Contrats à terme	279'299	205'817	33'666'970	178	178	10'626
Swaps combinés d'intérêts et de devises				128'138	335'640	12'990'414
Futures			53'424			
Options (OTC)	32'222	28'671	9'059'718			
Titres de participation/Indices						
Swaps	9'605		763'997			
Futures	1'197	40'875	137'636			
Options (traded)	23'120	178'349	741'487			
Autres						
Futures			17'482			
Options (OTC)						

Total avant prise en compte des contrats de netting						
Exercice 2022	366'261	496'510	45'452'089	1'008'691	916'545	33'795'264
Exercice 2021	346'610	395'987	43'752'924	183'634	654'016	27'626'513

Valeurs de remplacement positives (cumulées)

Valeurs de remplacement négatives (cumulées)

Total après prise en compte des contrats de netting		
Exercice 2022	1'285'684	1'296'363
Exercice 2021	465'494	978'342

Répartition selon les contreparties

Instances centrales de clearing

Banques et négociants en valeurs mobilières

Autres clients

Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)		
Exercice 2022	269'478	491'949
Exercice 2021	43'608	196'711

Répartition des immobilisations financières

(en milliers de CHF)	Valeur comptable		Juste valeur	
	2022	2021	2022	2021
Titres de créances	16'548'392	10'488'014	16'085'727	10'930'719
dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	16'548'392	10'488'014	16'085'727	10'930'719
dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)				
Titres de participation	74'879	84'884	79'996	88'716
dont participations qualifiées*				
Métaux précieux	889'885	918'211	889'895	918'211
Immeubles		3'521		3'521
Total	17'513'156	11'494'630	17'055'618	11'941'167
dont titres cotés admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	3'242'595	1'897'689		

*En cas de détention de 10% au moins du capital ou des voix.

Répartition des contreparties selon la notation*

Titres de créances

(en milliers de CHF)	Valeur comptable
De AAA à AA-	13'870'821
De A+ à A-	959'497
De BBB+ à BBB-	176'306
De BB+ à B-	14'181
Inférieur à B-	
Sans notation	1'527'587
Total	16'548'392

*La Banque utilise les classes de notations de S&P, Moody's et Fitch.

Présentation des participations

(en milliers de CHF)

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 31 décembre 2021	Changements d'affectation	Investissements	Désinvestissements, différences de change	Amortissements	Adaptations de valeur en cas de mise en équivalence/reprise d'amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2022	Valeur de marché
Participations évaluées selon la mise en équivalence										
avec valeur boursière										
sans valeur boursière	523		523			7			530	
Autres participations										
avec valeur boursière										
sans valeur boursière	3'027		3'027		85	(113)			2'999	
Total des participations	3'550	-	3'550	-	85	(106)	-	-	3'529	-

Indication des entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation permanente significative, directe ou indirecte

Raison sociale et siège	Activités	Monnaie	Capital social (en milliers)	Part au capital (en %)	Part de voix (en %)	Détention directe (en %)	Détention indirecte (en %)
Participations consolidées par intégration globale							
UBP Asset Management (Bermuda) Ltd., Bermudes	Gestion de portefeuilles	USD	12	100%	100%	60%	40%
Union Bancaire Privée (Europe) S.A., Luxembourg	Banque de gestion	CHF	125'000	100%	100%	100%	
UBP Investments Co., Ltd., Japon	Gestion de portefeuilles	JPY	350'000	100%	100%	100%	
UBP Asset Management (Europe) S.A., Luxembourg	Gestion de portefeuilles	CHF	2'900	100%	100%	100%	
Nexam SA, Paris	Gestion de portefeuilles	EUR	2'307	100%	100%		100%
Union Bancaire Gestion Institutionnelle (France) SAS, Paris	Gestion de portefeuilles	EUR	3'152	100%	100%		100%
Union Bancaire Privée (Middle East) Ltd., Dubaï	Gestion de portefeuilles	USD	6'000	100%	100%	100%	
UBP Asset Management Asia Ltd., Hong Kong	Gestion de portefeuilles	HKD	77'900	100%	100%	100%	
UBP Finance (Bahamas) Ltd., Nassau	Société financière	CHF	50	100%	100%	100%	
UBP Asset Management Taiwan Ltd., Taipei	Gestion de portefeuilles	TWD	85'000	100%	100%	100%	
UBP Investment Management (Shanghai) Ltd., Chine	Gestion de portefeuilles	CNY	30'000	75%	75%	75%	
UBP Investment Advisors SA, Genève	Gestion de portefeuilles	CHF	1'000	100%	100%	100%	
UBP Private Fund Management (Hainan)	Gestion de portefeuilles	CNY	5'000	100%	100%	100%	

Présentation des immobilisations corporelles

(en milliers de CHF)

	Exercice de référence							
	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 31 décembre 2021	Investissements	Désinvestissements	Ecart de change	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2022
Immeubles à l'usage de la Banque	310'555	(152'069)	158'486	15'722			(4'542)	169'666
Software acquis séparément ou développés à l'interne	303'372	(179'823)	123'549	52'170		(13)	(63'371)	112'335
Autres immobilisations corporelles	57'897	(34'163)	23'734	11'390		(332)	(7'322)	27'470
Total des immobilisations corporelles	671'824	(366'055)	305'769	79'282	-	(345)	(75'235)	309'471

Présentation des valeurs immatérielles

(en milliers de CHF)

	Exercice de référence							
	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 31 décembre 2021	Investissements	Désinvestissements	Ecart de change	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2022
Goodwill	499'514	(280'864)	218'650	75'866		15	(60'764)	233'767
Total des valeurs immatérielles	499'514	(280'864)	218'650	75'866	-	15	(60'764)	233'767

Répartition des autres actifs et autres passifs

(en milliers de CHF)

	Autres actifs		Autres passifs	
	2022	2021	2022	2021
Compte de compensation		451'928	57'510	
Taxes et impôts indirects	50'758	28'868	18'439	17'157
Opérations bancaires internes	2'538	2'670	21'943	9'989
Actifs et passifs divers	8'278	11'548	15'232	29'819
Total des autres actifs et autres passifs	61'574	495'014	113'124	56'965

Actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Valeur comptable des actifs mis en gage ou cédés à titre de garantie	1'153'693	1'431'543
Engagements effectifs	1'129'186	1'431'192

Indications des engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle ainsi que du nombre et du type des instruments de capitaux propres de la Banque détenus par ces institutions

Des plans de prévoyance existent pour la majorité des collaborateurs du Groupe UBP. Ces plans appliquent essentiellement le principe de la primauté des cotisations.

En Suisse, la Fondation de prévoyance de l'Union Bancaire Privée, UBP SA et la Fondation complémentaire de l'Union Bancaire Privée, UBP SA établissent leurs plans de prévoyance selon le principe de la primauté des cotisations. Plus de 60,7% des employés du Groupe sont affiliés à ces Fondations.

A l'étranger, il existe d'autres systèmes de prévoyance en faveur du personnel. Ils sont pour l'essentiel orientés vers la primauté des cotisations. Il ne résulte pas de ces différents plans d'autres engagements ou avantages que ceux qui auraient été portés au bilan.

(en milliers de CHF)

	31.12.2022	31.12.2021
Engagements des institutions de prévoyance		
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	74'239	165'323

Indications relatives à la situation économique des propres institutions de prévoyance

Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Il n'existe pas de réserves de contributions de l'employeur auprès des institutions de prévoyance pour l'exercice de référence ni pour l'exercice précédent.

Présentation de l'avantage/engagement économique et des charges de prévoyance

(en milliers de CHF)

	Excédent / insuffisance de couverture au 31.12.2022	Part économique du Groupe		Modification de la part économique par rapport à l'année précédente	Cotisations payées pour 2022	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
		2022	2021			2022	2021
Plans de prévoyance avec excédent	30'564				39'054	39'890	36'386

Les organes considèrent que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assuré(e)s et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour le Groupe. Au 31 décembre 2022, il n'y a ni avantage ni engagement économique à porter au bilan et aux comptes de résultat du Groupe.

Présentation des produits structurés émis

Risque sous-jacent (« underlying risk ») du dérivé incorporé

(en milliers de CHF)

	Valeur comptable				Total
	Evaluation globale		Evaluation séparée		
	Comptabilisation dans les opérations de négoce	Comptabilisation dans les autres instruments financiers évalués à la juste valeur	Valeur de l'instrument de base	Valeur du dérivé	
Instruments de taux					
Avec reconnaissance de dette propre (RDP)		302'789			302'789
Sans RDP					
Titres de participation					
Avec reconnaissance de dette propre (RDP)		1'059'995			1'059'995
Sans RDP					
Devises					
Avec reconnaissance de dette propre (RDP)					
Sans RDP					
Matières premières/métaux précieux					
Avec reconnaissance de dette propre (RDP)					
Sans RDP					
Total	-	1'362'784	-	-	1'362'784

Présentation des emprunts obligataires et des emprunts à conversion obligatoire en cours

(en milliers de CHF)

	Taux	Emis en	Valeur nominale	Echéance remboursement
Emprunts obligataires émis par l'UBP*	0,20%	2022	335'000	15.12.2026

*Aucun emprunt ne peut être dénoncé avant l'échéance.

Présentation des corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que de leurs variations durant l'exercice de référence

(en milliers de CHF)

	Etat au 31 décembre 2021	Utilisations conformes au but	Reclassification	Différence de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à charge du compte	Dissolutions par le compte de résultat	Etat au 31 décembre 2022
Provisions pour impôts latents								-
Provisions pour engagements de prévoyance	13'377	(524)				3'000		15'853
Provisions pour risque de défaillance	4'000		1'086					5'086
Provisions pour autres risques d'exploitation	15'107	(134)		34	81	3'000		18'088
Provisions pour restructuration	-							-
Autres provisions	-							-
Total des provisions	32'484	(658)	1'086	34	81	6'000	-	39'027
Réserve pour risques bancaires généraux	215'375					15'039		230'414
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques-pays	8'586	(384)	1'086	57	116	5'000	-	14'461
dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	4'586	(384)		57	116	5'000		9'375
dont corrections de valeur pour les risques latents	4'000		1'086					5'086

Présentation du capital social

(en milliers de CHF)

	2022			2021		
	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende
Capital social						
Capital-actions/Capital social	300'000	30'000	300'000	300'000	30'000	300'000
dont libéré			300'000			300'000
Total du capital social	300'000	30'000	300'000	300'000	30'000	300'000

Nombre et valeur des droits de participation ou des options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de Direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs

Le Groupe UBP n'octroie pas de droits de participation ou d'options sur de tels droits aux collaborateurs et organes et il n'existe pas de plan de participation en actions.

Indication des participants significatifs

(en milliers de CHF)

	2022		2021		
	Nominal	Taux de participation en %	Nominal	Taux de participation en %	
Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote					
Avec droit de vote	CBI Holding SA Genève	300'000	100 %	300'000	100 %

La famille de Picciotto détient directement et indirectement 98,69% des votes et 94,97% du capital de CBI Holding SA.

Indication des créances et engagements envers les parties liées

Relations d'affaires avec des parties liées

Sont considérées comme liées les personnes (physiques ou morales) qui peuvent, de manière directe ou indirecte, exercer une influence notable sur les décisions financières ou opérationnelles du Groupe. Les sociétés contrôlées de manière directe ou indirecte par des parties liées sont, elles aussi, considérées comme liées. A ce titre sont réputées être parties liées les sociétés du Groupe non consolidées, les participants qualifiés, les sociétés liées (sœurs) et les membres des organes.

Dans le cadre des activités normales, le Groupe est amené à effectuer des transactions avec des parties liées. Celles-ci comprennent notamment des avances, des dépôts et des transactions sur instruments financiers (opérations sur devises, sur titres, etc.). Toutes les transactions se font aux conditions qui prévalent sur le marché lors de leur initiation. Le solde des opérations avec des parties liées au 31 décembre se présente comme suit :

(en milliers de CHF)	Créances		Engagements	
	2022	2021	2022	2021
Participants qualifiés			351'323	352'900
Organes de la Banque	33'469	36'771	163'305	176'928

Les opérations du bilan et hors bilan ont été octroyées à des conditions conformes au marché.

Les organes comprennent les membres du Conseil d'administration ainsi que les membres du Comité Exécutif du Groupe.

Ces avances sont octroyées sur la base d'actifs nantis et évalués selon les critères retenus par le Groupe dans sa politique en matière d'octroi de crédits.

Présentation de la structure des échéances des instruments financiers

(en millions de CHF)

	A vue	Echu						Total
		Dénonçable	D'ici à 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 12 mois et 5 ans	Après 5 ans	Immobilisé	
Actif/instruments financiers								
Liquidités	1'554							1'554
Créances sur les banques	411		3'066					3'477
Créances résultant d'opérations de financement de titres			1'685	93				1'778
Créances sur la clientèle	101	1'302	5'359	1'159	369	100		8'390
Créances hypothécaires			882	228	862	380		2'352
Opérations de négoce	192							192
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	1'375							1'375
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1'318							1'318
Immobilisations financières	256	3'909	3'255	1'227	5'320	3'546		17'513
Total								
Exercice 2022	5'207	5'211	14'247	2'707	6'551	4'026	-	37'949
Exercice 2021	10'658	2'585	14'409	2'670	4'952	2'309	4	37'587
Fonds étrangers/instruments financiers								
Engagements envers les banques	1'045		915	29				1'989
Engagements résultant d'opérations de financement de titres			3'631					3'631
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	14'504		11'068	1'378				26'950
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	1'413							1'413
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1'363							1'363
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage					335			335
Total								
Exercice 2022	18'325	-	15'614	1'407	335	-	-	35'681
Exercice 2021	27'122	-	8'283	164	335	-	-	35'904

Présentation des actifs et passifs répartis entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile

(en millions de CHF)

	2022		2021	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
Actifs				
Liquidités	1'498	56	5'346	229
Créances sur les banques	2'380	1'096	2'095	1'101
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1'500	278		364
Créances sur la clientèle	584	7'806	1'383	9'109
Créances hypothécaires	260	2'091	262	1'910
Opérations de négoce	159	33	1'506	154
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	134	1'241	72	458
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	21	1'297	52	2'051
Immobilisations financières	5'066	12'447	1'888	9'607
Comptes de régularisation	34	172	27	147
Participations non consolidées	3	1	3	1
Immobilisations corporelles	299	10	296	10
Valeurs immatérielles	151	82	152	67
Autres actifs	50	12	63	432
Total des actifs	12'139	26'622	13'145	25'640

(en millions de CHF)

	2022		2021	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
Passifs				
Engagements envers les banques	1'436	554	250	359
Engagements résultant d'opérations de financement de titres		3'631		5'127
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	2'377	24'573	2'495	23'993
Engagements résultant d'opérations de négoce				
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	150	1'263	73	977
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	949	414	1'665	630
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	335		335	
Comptes de régularisation	185	172	173	141
Autres passifs	13	100	53	5
Provisions	38	1	32	
Réserves pour risques bancaires généraux	230		215	
Capital social	300		300	
Réserve issue du capital	867		867	
Réserve issue du bénéfice	963		894	
Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres				
Bénéfice	210		201	
Total des passifs	8'053	30'708	7'553	31'232

Répartition du total des actifs par pays ou par groupe de pays (principe du domicile)

(en millions de CHF)

	2022		2021	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
Actifs				
Europe	22'818	58,9	23'280	59,9
Amérique du Nord	5'924	15,3	5'849	15,1
Centres offshore Caraïbes	2'880	7,4	3'666	9,5
Amérique latine	393	1,0	385	1,0
Afrique	253	0,7	297	0,8
Asie	6'220	16,0	5'107	13,2
Australie/Océanie	273	0,7	201	0,5
Total des actifs	38'761	100,0	38'785	100,0

Cette répartition des actifs par groupes de pays est effectuée en fonction du domicile des clients et non en fonction du domicile du risque. Les actifs compris dans cette annexe et figurant sous les pays hors OCDE sont, pour la plupart, couverts par des avoirs déposés auprès de notre Banque.

Répartition du total des actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)

(en millions de CHF)

Notation selon les tables de correspondance de la FINMA	Expositions nettes à l'étranger 2022		Expositions nettes à l'étranger 2021	
	En CHF	Part en %	En CHF	Part en %
De AAA à AA-	21'176	87,0	16'544	80,4
De A+ à A-	1'105	4,5	801	3,9
De BBB+ à BBB-	384	1,6	207	1,0
De BB+ à BB-	79	0,3	1'542	7,5
De B+ à B-	163	0,7	97	0,5
Inférieur à B-	70	0,3	17	0,1
Sans notation	1'350	5,5	1'356	6,6
Total	24'327	100,0	20'564	100,0

La Banque utilise les notations externes fournies par S&P, Moody's et Fitch.

Présentation des actifs et passifs répartis selon les monnaies les plus importantes de la Banque

(en millions de CHF)

	CHF	EUR	USD	Autres	Total
Bilan par monnaie					
Actifs					
Liquidités	1'494	52	1	7	1'554
Créances sur les banques	2'290	650	354	182	3'476
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1'500		278		1'778
Créances sur la clientèle	965	2'567	3'036	1'822	8'390
Créances hypothécaires	291	867	71	1'123	2'352
Opérations de négoce	172	17	2	1	192
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	96	143	609	527	1'375
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	17	171	1'030	99	1'317
Immobilisations financières	4'282	1'578	7'716	3'937	17'513
Comptes de régularisation	19	55	94	37	205
Participations non consolidées	3			1	4
Immobilisations corporelles	300	2	1	6	309
Valeurs immatérielles	234				234
Autres actifs	44	9	5	4	62
Total des actifs bilantaires	11'707	6'111	13'197	7'746	38'761
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises					
	4'533	17'995	23'071	17'336	62'935
Total actifs	16'240	24'106	36'268	25'082	101'696

(en millions de CHF)

	CHF	EUR	USD	Autres	Total
Bilan par monnaie					
Passifs					
Engagements envers les banques	912	287	719	72	1'990
Engagements résultant d'opérations de financement de titres	400		3'061	170	3'631
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'673	4'668	16'004	4'605	26'950
Engagements résultant d'opérations de négoce					-
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	86	89	1'025	213	1'413
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	6	176	1'181		1'363
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	335				335
Comptes de régularisation	194	57	45	61	357
Autres passifs	(2)	71	(96)	140	113
Provisions	37		2		39
Réserves pour risques bancaires généraux	230				230
Capital social	300				300
Réserve issue du capital	867				867
Réserve issue du bénéfice	569	13	383	(2)	963
Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres					-
Bénéfice	208			2	210
Total des passifs bilantaires	5'815	5'361	22'324	5'261	38'761
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	10'447	18'748	13'895	19'845	62'935
Total passifs	16'262	24'109	36'219	25'106	101'696
Position nette par devise	(22)	(3)	49	(24)	-

Répartition des créances et engagements conditionnels

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Engagements conditionnels		
Garanties de prestation de garantie et similaires	609'441	612'366
Engagements irrévocables résultant d'accréditifs documentaires	12'338	15'293
Total des engagements conditionnels	621'779	627'659

Créances éventuelles découlant de reports de pertes fiscales

Total des créances éventuelles	-	-
---------------------------------------	----------	----------

La rubrique « Engagements conditionnels » recouvre les garanties émises pour le compte de la clientèle. Tout comme les crédits lombards, ces engagements sont couverts par des nantissements d'avoirs des clients.

La Commercial Court of Justice de Londres a notifié une action civile à l'encontre de la Banque, ainsi que de 36 autres parties, en septembre 2019. Le principal défendeur est un ancien organe de l'institution de sécurité sociale du Koweït auquel il est reproché la perception, dans le cadre de ses fonctions auprès de l'institution, de commissions non autorisées. L'action civile est également dirigée vers d'autres institutions bancaires et personnes physiques qui auraient également versé de telles commissions ou auraient participé à leur transfert. Certains défendeurs ont contesté avec succès la compétence des juridictions anglaises. Bien que deux défendeurs bancaires aient contesté avec succès la compétence du Juge anglais, la procédure s'est poursuivie pour les autres défendeurs, dont la Banque. Dans le but de pouvoir se défendre en produisant de la documentation soumise au secret bancaire, la Banque a initié auprès du Juge anglais une demande d'entraide internationale en matière civile afin d'obtenir, en Suisse, la documentation bancaire en lien avec le litige traité en Angleterre. Si la première instance genevoise a admis la demande d'entraide, la Cour de justice l'a rejetée. Un recours est actuellement pendant auprès du Tribunal fédéral. En l'état, la Banque conteste toujours les reproches qui lui sont faits et considère le risque lié à cette procédure comme très faible et ne nécessitant pas la constitution d'une provision.

Répartition des crédits par engagement

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Engagements résultant de paiements différés	1'412	4'090
Total	1'412	4'090

Répartition des opérations fiduciaires

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Placements fiduciaires auprès de banques tierces	600'483	605'093
Total	600'483	605'093

Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution

(en millions de CHF)

	2022	2021
Répartition des avoirs administrés		
Avoirs détenus par des instruments de placements collectifs sous gestion propre	18'841	24'499
Avoirs sous mandat de gestion	24'323	32'954
Autres avoirs administrés	97'226	102'961
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles)	140'390	160'414
dont prises en compte doubles	9'601	12'611
Présentation de l'évolution des avoirs administrés		
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles) initiaux	160'414	147'413
+/- Apports nets d'argent frais/(retraits nets)	(4'785)	1'881
+/- Evolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change	(20'946)	7'294
+/- Autres effets*	5'707	3'826
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles) finaux	140'390	160'414

Font partie des avoirs administrés tous les avoirs détenus à des fins de placement par des clients privés, des clients institutionnels et des sociétés d'investissement/fonds de placement. Ainsi, seuls les avoirs attribuables aux centres de profits (Wealth Management et Asset Management), dont la rentabilité peut être mesurée, sont retenus. Les avoirs sous simple garde et destinés uniquement à des fins de transactions/d'administration en sont exclus. Les apports/retraits nets d'argent frais de la clientèle sont constitués des avoirs acquis de nouveaux clients ou de clients existants ainsi que des retraits d'avoirs de clients existants ou ayant rompu leur relation avec la Banque. Leur valeur est déterminée au jour du transfert (liquidités et/ou valeurs mobilières). En sont exclus les mouvements dus au marché, aux changements de cours ainsi que les revenus y afférents (intérêts/dividendes), de même que la perception des frais et intérêts sur prêts.

*Représente l'acquisition de la banque Millennium Banque Privée BCP (Suisse) pour l'exercice 2021 et l'acquisition de Danske Bank International (Luxembourg) pour l'exercice 2022.

Répartition du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Répartition selon les secteurs d'activité		
Activités de négoce pour propre compte	53'618	40'319
Exécution pour le compte de la clientèle	67'496	64'751
Total du résultat de négoce	121'114	105'070
Répartition par type d'activité et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur		
Résultat de négoce provenant des:		
Instruments de taux	13'851	12'466
Titres de participation (y. c. les fonds)	18'408	17'759
Devises - Matières premières - Métaux précieux	88'855	74'845
Total du résultat de négoce	121'114	105'070
dont provenant de l'option de la juste valeur	12'357	14'120
dont provenant de l'option de la juste valeur sur les actifs	(503'601)	128'432
dont provenant de l'option de la juste valeur sur les engagements	515'958	(114'312)

Indication d'un produit de refinancement significatif dans la rubrique « Produits des intérêts et des escomptes » ainsi que des intérêts négatifs significatifs

Les charges de refinancement des portefeuilles de négoce sont débitées, au taux du marché, du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur.

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Refinancement		
Charges de refinancement des portefeuilles de négoce et de l'option de la juste valeur	(6'680)	(8'874)
Intérêts négatifs		
Intérêts négatifs sur placements	(10'908)	(32'436)
Intérêts négatifs sur engagements	10'246	10'644

Répartition des charges de personnel

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Appointements	517'090	469'632
dont charges en relation avec les rémunérations variables	160'971	141'119
Prestations sociales	70'232	64'182
Autres charges de personnel	22'801	20'861
Total	610'123	554'675

Répartition des autres charges d'exploitation

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Coût des locaux	31'947	30'808
Coût de l'informatique des machines, du mobilier, etc.	66'458	59'068
Honoraires des sociétés d'audit	3'817	3'383
dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	3'074	2'858
dont pour d'autres prestations de services	743	525
Autres charges d'exploitation	114'280	106'526
Total	216'502	199'785

Résultat extraordinaire

Les produits extraordinaires s'élèvent à CHF 29,250 millions au 31.12.2022. Ils sont constitués d'un profit sur la vente d'une participation minoritaire pour CHF 26,812 millions et d'un profit sur la vente d'un portefeuille de mandats sur un marché non stratégique pour CHF 2,438 millions.

Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation

(en milliers de CHF)

	2022		2021	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
Résultat des opérations d'intérêts	114'175	205'948	95'291	111'563
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	497'687	267'187	514'128	300'886
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	87'161	33'953	67'633	37'437
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	2'237	89	2'106	(266)
Autres résultats ordinaires	4'591	309	4'487	676
Total des produits	705'851	507'486	683'645	450'296
Charges de personnel	(387'497)	(222'626)	(350'606)	(204'069)
Autres charges d'exploitation	(148'441)	(68'061)	(131'155)	(68'630)
Total des charges d'exploitation	(535'938)	(290'687)	(481'761)	(272'699)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	(112'808)	(23'192)	(118'844)	(12'759)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(8'273)	(1'200)	(2'480)	(923)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	(15'039)			
Résultat opérationnel	33'793	192'407	80'560	163'915

Présentation des impôts courants et latents avec indication du taux d'imposition

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Constitution de provision pour impôts différés		
Dissolution de provision pour impôts différés		
Charges pour impôts courants	45'074	43'356
Total des impôts	45'074	43'356
Taux d'imposition moyen pondéré sur la base du résultat avant impôts	18,68%	17,73%

L'impact de l'utilisation de pertes reportées non utilisées antérieurement, sur le montant total des impôts de l'exercice courant, s'élève à CHF 0 (2021: CHF 0).

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION SUR LES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

A l'Assemblée générale de l'Union Bancaire Privée, UBP SA, Genève

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de l'Union Bancaire Privée, UBP SA et de ses filiales (le Groupe), comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2022, le compte de résultat consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et l'état des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'annexe aux comptes consolidés, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes consolidés (pages 6 à 45) donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés du Groupe au 31 décembre 2022 ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date conformément aux règles d'établissement des comptes applicables aux banques et sont conformes à la loi suisse.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés» de notre rapport. Nous sommes indépendants du Groupe, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Éléments clés de l'audit

Les éléments clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, sont les plus importants lors de notre audit des comptes consolidés de la période sous revue. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas d'opinion distincte sur ces points. Nous décrivons ci-dessous, pour chaque élément clé, les réponses que nous avons apportées lors de l'audit.

Nous avons respecté les responsabilités décrites dans la section «Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés» du présent rapport, y compris les responsabilités liées aux éléments clés. Notre audit comprend la mise en œuvre de procédures définies en fonction de notre évaluation du risque d'anomalies significatives dans les comptes consolidés. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures réalisées afin de répondre aux éléments décrits ci-dessous, constituent la base pour fonder notre opinion d'audit sur les comptes consolidés.

Evaluation de la juste valeur des instruments financiers

Risque

La juste valeur est définie comme le montant qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre les participants du marché à la date d'évaluation. Les justes valeurs peuvent être basées sur des prix cotés sur des marchés actifs, sur un modèle de valorisation dont les variables significatives peuvent être observées directement ou indirectement sur le marché, ou sur un modèle d'évaluation où les variables importantes ne peuvent être observées sur le marché.

Les évaluations basées sur des modèles sont influencées dans une large mesure par les hypothèses appliquées, y compris les taux d'intérêt, les taux à terme, les courbes de taux, la volatilité et les estimations des flux de trésorerie futurs. La détermination de ces hypothèses nécessite l'exercice d'un jugement important.

Dans son bilan consolidé au 31 décembre 2022, l'Union Bancaire Privée, UBP SA fait état d'un total d'actifs financiers à la juste valeur de CHF 2,9 milliards, incluant CHF 1,4 milliard en instruments financiers dérivés, et des passifs financiers à la juste valeur de CHF 2,8 milliards, incluant CHF 1,4 milliard en instruments financiers dérivés.

Compte tenu de l'exercice de jugement inhérent à la détermination de ces hypothèses et l'importance de ces postes du bilan dans les comptes consolidés de l'Union Bancaire Privée, UBP SA, leur évaluation est un domaine particulièrement important du point de vue de l'audit. En conséquence, nous avons identifié ce point comme un élément clé de l'audit.

Les principes comptables correspondants appliqués par l'Union Bancaire Privée, UBP SA sont expliqués aux pages 15 et 16 et les informations complémentaires concernant les instruments financiers sont présentés aux pages 22 et 23 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nos procédures d'audit

Nos procédures d'audit ont inclus une évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle des contrôles clés pertinents pour le calcul des justes valeurs. Il s'agit notamment des contrôles des données sous-jacentes, du calcul de la juste valeur et de la mise à jour automatique dans le système, ainsi que de l'analyse des valeurs en dehors des limites de tolérance.

En utilisant des comparaisons avec des sources tierces, nous avons testé les justes valeurs qui étaient directement disponibles sur un marché actif. En outre, sur la base d'un échantillon, nous avons testé indépendamment les justes valeurs d'instruments financiers qui n'étaient pas directement disponibles sur un marché actif. Enfin, nous avons évalué le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et l'adéquation des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

Nos procédures d'audit n'ont pas conduit à des réserves concernant l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers.

Comptabilisation et évaluation du goodwill

Risque

L'Union Bancaire Privée, UBP SA comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, selon laquelle les actifs nets de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Si la valeur d'acquisition dépasse la valeur des actifs nets acquis, un goodwill est comptabilisé.

Le goodwill est amorti de façon linéaire sur la durée d'utilisation estimée et il est soumis à un test annuel de dépréciation. La valeur recouvrable déterminée dans le cadre du test de dépréciation est influencée dans une large mesure par les hypothèses utilisées, dont la détermination implique l'exercice d'un jugement important.

Dans son bilan consolidé au 31 décembre 2022, l'Union Bancaire Privée, UBP SA fait état d'un goodwill d'un montant total de CHF 233,8 millions. En raison de l'importance du

jugement inhérent à l'évaluation du goodwill, il s'agit d'un domaine particulièrement important du point de vue de l'audit. En conséquence, nous avons identifié ce point comme un élément clé de l'audit.

Les principes comptables correspondants appliqués sont expliqués par l'Union Bancaire Privée, UBP SA à la page 15 et les informations complémentaires concernant le goodwill sont présentées à la page 27 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nos procédures d'audit

Dans le cadre de notre audit, nous avons examiné le modèle d'évaluation utilisé pour le test de dépréciation du goodwill ainsi que les hypothèses importantes, en particulier l'estimation des flux monétaires futurs générés par les entreprises acquises. Nous avons évalué ces hypothèses sur la base de la performance passée et des conditions actuelles du marché. Enfin, nous avons évalué le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et l'adéquation des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

Nos procédures d'audit n'ont pas conduit à des réserves concernant la comptabilisation et l'évaluation du goodwill.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes consolidés, des comptes annuels et de nos rapports correspondants.

Notre opinion sur les comptes consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes consolidés ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'administration relatives aux comptes consolidés

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés, lesquels donnent une image fidèle conformément aux règles d'établissement des comptes applicables aux banques et aux dispositions légales. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre l'exploitation de l'entreprise. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité du Groupe à poursuivre ses activités et d'établir le bilan sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf si le Conseil d'administration a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser l'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une plus ample description de nos responsabilités relatives à l'audit des comptes consolidés est disponible sur le site Internet d'EXPERTSuisse: <http://expertsuisse.ch/fr-ch/audit-rapport-de-revision>. Cette description fait partie intégrante de notre rapport.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Genève, le 16 mars 2023

Ernst & Young SA



Raphaël Thürler
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Patrick Mettraux
Expert-réviseur agréé



Comptes
annuels
de la Banque
2022

Bilan au 31 décembre

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Actifs		
Liquidités	1'524'173	5'450'412
Créances sur les banques	3'655'109	3'557'783
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1'777'545	364'460
Créances sur la clientèle	7'723'987	10'153'191
Créances hypothécaires	2'092'857	2'097'535
Opérations de négoce	190'969	1'659'539
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	1'374'449	529'961
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1'318'047	2'103'184
Immobilisations financières	17'010'015	11'187'272
Comptes de régularisation	162'273	130'285
Participations	194'823	157'759
Immobilisations corporelles	306'333	302'974
Valeurs immatérielles	151'359	177'578
Autres actifs	50'806	488'775
Total des actifs	37'532'745	38'360'708
Total des créances subordonnées	4'705	5'678

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Passifs		
Engagements envers les banques	3'100'618	1'651'557
Engagements résultant d'opérations de financement de titres	3'630'585	5'127'130
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	25'407'043	25'796'112
Engagements résultant d'opérations de négoce	25	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	1'412'852	1'050'125
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1'362'784	2'294'641
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	335'000	335'000
Comptes de régularisation	312'260	271'249
Autres passifs	118'173	68'174
Provisions	37'941	33'484
Total des fonds étrangers	35'717'281	36'627'472
Réserves pour risques bancaires généraux	117'599	102'560
Capital social	300'000	300'000
Réserve légale issue du capital	728'336	728'336
dont réserve issue d'apport en capital exonéré fiscalement	560'000	560'000
Réserve légale issue du bénéfice	65'850	65'850
Réserves facultatives issues du bénéfice	1'500	1'500
Bénéfice (perte) reporté(e)	402'990	347'395
Bénéfice	199'189	187'595
Total des fonds propres	1'815'464	1'733'236
Total des passifs	37'532'745	38'360'708
Total des engagements subordonnés*	275'373	275'373

*Relatif à une facilité mise à disposition par une entité du Groupe prise en compte en qualité d'AT1 dans le calcul des fonds propres réglementaires.

Opérations hors bilan au 31 décembre

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Engagements conditionnels	587'461	603'294
Engagements irrévocables	666'269	57'682
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	718'966	967'413
Crédits par engagement (paiements différés)	1'412	4'090

Compte de résultat individuel de l'exercice

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Résultat des opérations d'intérêts		
Produits des intérêts et des escomptes	470'924	172'394
Produits des intérêts et dividendes des immobilisations financières	141'449	82'384
Charges d'intérêts	(324'622)	(58'892)
Résultat brut des opérations d'intérêts	287'751	195'886
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	(5'000)	
Résultat net des opérations d'intérêts	282'751	195'886
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services		
Produits des commissions sur les titres et des opérations de placement	643'206	695'385
Produits des commissions sur opérations de crédit	3'239	3'339
Produits des commissions sur les autres prestations de services	3'832	3'953
Charges de commissions	(39'351)	(38'309)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	610'926	664'368
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	109'894	91'769
Autres résultats ordinaires		
Résultats des aliénations d'immobilisations financières	2'243	1'840
Produits des participations	49'348	43'924
Résultats des immeubles	763	374
Autres produits ordinaires	33'682	28'660
Autres charges ordinaires	(5'270)	(3'926)
Autres résultats ordinaires	80'766	70'872
Total des produits	1'084'337	1'022'895

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Charges d'exploitation		
Charges de personnel	(538'379)	(493'866)
Autres charges d'exploitation	(189'853)	(172'328)
Charges d'exploitation	(728'232)	(666'194)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	(125'573)	(135'034)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(9'359)	(3'072)
Résultat opérationnel	221'173	218'595
Produits extraordinaires	27'812	111
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	(15'039)	
Impôts	(34'757)	(31'111)
Bénéfice (perte) net(te) individuel(le)	199'189	187'595
Proposition du Conseil d'administration		
Répartition du bénéfice		
Bénéfice de l'exercice	199'189	187'595
Bénéfice (perte) reporté(e)	402'990	347'395
Bénéfice au bilan	602'179	534'990
La répartition suivante est proposée à l'Assemblée générale		
Répartition du bénéfice		
- Distributions au moyen du bénéfice au bilan	132'000	132'000
Bénéfice reporté	470'179	402'990

Présentation de l'état des capitaux propres

(en milliers de CHF)

	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserves facultatives issues du bénéfice et bénéfice/perte reporté(e)	Propres parts du capital (poste négatif)	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 31.12.2021	300'000	728'336	65'850	102'560	348'895	-	187'595	1'733'236
Affectation du résultat de l'exercice précédent					55'595	(55'595)		-
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux				15'039				15'039
Dividendes et autres distributions						(132'000)		(132'000)
Bénéfice/Perte (résultat de la période)						199'189		199'189
Capitaux propres au 31.12.2022	300'000	728'336	65'850	117'599	404'490	-	199'189	1'815'464



Annexe aux
comptes
annuels
de la Banque

Principes comptables et principes d'évaluation

Les comptes individuels sont établis de façon qu'un tiers puisse s'en faire une opinion fondée, soit un bouclage individuel statutaire avec présentation fiable. Les principes comptables et d'évaluation des comptes individuels de l'Union Bancaire Privée, UBP SA correspondent en règle générale à ceux du Groupe tels que détaillés à l'annexe aux comptes annuels consolidés, à l'exception du principe comptable et d'évaluation suivant.

Participations

Les participations comprennent les titres de participation, y compris les sociétés immobilières détenues dans le dessein d'un placement permanent. L'évaluation se fait à la valeur d'acquisition, ajustée des amortissements et provisions économiquement nécessaires. Les principes valables pour le Groupe en matière d'instruments financiers dérivés, de gestion des risques et de traitement des risques de marché sont également applicables à l'Union Bancaire Privée, UBP SA.

Organe de révision

L'organe de révision des comptes individuels de l'Union Bancaire Privée, UBP SA est Ernst & Young SA depuis 1990, Raphaël Thürler agissant en qualité de Réviseur responsable depuis 2019.

Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension*	1'777'545	364'460
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension*	3'630'585	5'127'130
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opérations de mise en pension	3'489'568	4'861'813
dont ceux pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	3'489'568	4'861'813
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que des titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	1'802'391	382'191
dont titres remis à un tiers en garantie		
dont titres aliénés		

*Avant prise en compte d'éventuels contrats de netting

Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

(en milliers de CHF)

	Nature des couvertures			Total
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture*	
Prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Créances sur la clientèle		7'622'436	110'926	7'733'362
Créances hypothécaires	2'092'857			2'092'857
Immeubles d'habitation	1'563'013			1'563'013
Immeubles commerciaux	529'844			529'844
Immeubles, artisanat et industrie				-
Autres				-
Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Exercice 2022	2'092'857	7'622'436	110'926	9'826'219
Exercice 2021	2'097'535	9'289'949	872'828	12'260'312
Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur)				
Exercice 2022	2'092'857	7'613'061	110'926	9'816'844
Exercice 2021	2'097'535	9'280'363	872'828	12'250'726
Hors bilan				
Engagements conditionnels		587'461		587'461
Engagements irrévocables		666'269		666'269
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires		718'966		718'966
Crédit par engagement (paiements différés)		1'412		1'412
Total hors bilan				
Exercice 2022	-	1'974'108	-	1'974'108
Exercice 2021	-	1'632'479	-	1'632'479
Créances compromises				
	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Correctifs de valeur individuels
Exercice 2022	9'375		9'375	9'375
Exercice 2021	9'586		9'586	9'586

*Les créances sur la clientèle sans couverture comprennent un montant de CHF 80 millions (2021: CHF 835 millions) de prêts accordés à des collectivités de droit public suisse (Ville, Canton).

Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Actifs		
Opérations de négoce	190'969	1'659'539
Titres de dette, papiers/opérations du marché monétaire	31'917	54'677
dont cotés	31'917	54'677
Titres de participation	159'052	1'604'862
Métaux précieux et matières premières		
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1'318'047	2'103'184
Titres de participation	899'718	1'643'038
Titres de dette	418'329	459'770
Produits structurés		376
Total des actifs	1'509'016	3'762'723
dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation		
dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités		
Engagements		
Opérations de négoce		
Titres de participation*	25	
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur		
Produits structurés (certificats)	1'362'784	2'294'641
Total des engagements	1'362'809	2'294'641

*Pour les positions courtes (comptabilisation selon le principe de la date de conclusion)

Présentation des instruments financiers dérivés (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
Instruments de taux						
Swaps	18'839	15'366	715'368	880'375	580'727	20'794'224
Futures	437	1'343	188'872			
Options (traded)	1'542	26'089	4'937			
Devises/Métaux précieux						
Contrats à terme	278'797	205'613	33'682'673	178	178	10'626
Swaps combinés d'intérêts et de devises				128'138	335'640	12'960'891
Futures			48'874			
Options (OTC)	32'222	28'671	9'059'718			
Titres de participation/Indices						
Swaps	9'605		722'568			
Futures	1'197	40'875	137'636			
Options (traded)	23'120	178'349	741'487			
Autres						
Futures			17'482			
Options (OTC)						

Total avant prise en compte des contrats de netting						
Exercice 2022	365'759	496'306	45'319'615	1'008'691	916'545	33'765'741
Exercice 2021	346'327	396'109	43'742'152	183'634	654'016	27'597'292

Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
--	--

Total après prise en compte des contrats de netting			
Exercice 2022		1'286'480	1'301'440
Exercice 2021		477'934	981'299

Répartition selon les contreparties

	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
	Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)		
Exercice 2022	269'478	524'257	492'745
Exercice 2021	43'608	259'749	174'577

Répartition des immobilisations financières

(en milliers de CHF)	Valeur comptable		Juste valeur	
	2022	2021	2022	2021
Titres de créances	16'045'251	10'181'733	15'588'936	10'621'909
dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	16'045'251	10'181'733	15'588'936	10'621'909
dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la vente)				
Titres de participation	74'879	83'807	79'996	88'486
dont participations qualifiées*				
Métaux précieux	889'885	918'211	889'885	918'211
Immeubles		3'521		3'521
Total	17'010'015	11'187'272	16'558'817	11'632'127
dont titres cotés admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	3'163'212	1'897'689		

*En cas de détention de 10% au moins du capital ou des voix.

Répartition des contreparties selon la notation*

Titres de créances (en milliers de CHF)	Valeur comptable
De AAA à AA-	13'376'692
De A+ à A-	950'622
De BBB+ à BBB-	176'306
De BB+ à B-	6'570
Inférieur à B-	
Sans notation	1'535'061
Total	16'045'251

*La Banque utilise les classes de notations de S&P, Moody's et Fitch.

Présentation des valeurs immatérielles

(en milliers de CHF)

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 31 décembre 2021	Exercice de référence					Valeur comptable au 31 décembre 2022
				Investissements	Désinvestissements	Ecart de change	Amortissements		
Goodwill	440'410	(262'833)	177'577	24'834		29	(51'081)	151'359	
Total des valeurs immatérielles	440'410	(262'833)	177'577	24'834	-	29	(51'081)	151'359	

Répartition des autres actifs et autres passifs

(en milliers de CHF)

	Autres actifs		Autres passifs	
	2022	2021	2022	2021
Compte de compensation		451'927	57'454	
Taxes et impôts indirects	42'267	24'868	10'368	12'885
Opérations bancaires internes	2'453	2'669	21'935	25'445
Actifs et passifs divers	6'086	9'311	28'416	29'844
Total des autres actifs et autres passifs	50'806	488'775	118'173	68'174

Actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Valeur comptable des actifs mis en gage ou cédés à titre de garantie	1'094'941	1'418'179
Engagements effectifs	1'070'434	1'417'828

Indications des engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle ainsi que du nombre et du type des instruments de capitaux propres de la Banque détenus par ces institutions

Des plans de prévoyance existent pour la majorité des collaborateurs du Groupe UBP. Ces plans appliquent essentiellement le principe de la primauté des cotisations.

En Suisse, la Fondation de prévoyance de l'Union Bancaire Privée, UBP SA et la Fondation complémentaire de l'Union Bancaire Privée, UBP SA établissent leurs plans de prévoyance selon le principe de la primauté des cotisations. Plus de 68,8% des employés de la Banque sont affiliés à ces Fondations.

A l'étranger, il existe d'autres systèmes de prévoyance en faveur du personnel. Ils sont pour l'essentiel orientés vers la primauté des cotisations. Il ne résulte pas de ces différents plans d'autres engagements ou avantages que ceux qui auraient été portés au bilan.

(en milliers de CHF)

	31.12.2022	31.12.2021
Engagements des institutions de prévoyance		
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	74'239	165'323

Indications relatives à la situation économique des propres institutions de prévoyance

Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Il n'existe pas de réserves de contributions de l'employeur auprès des institutions de prévoyance pour l'exercice de référence.

Présentation de l'avantage/engagement économique et des charges de prévoyance

(en milliers de CHF)

Excédent/ insuffisance de couverture 31.12.2022	Part économique de la Banque		Modification de la part économique par rapport à l'année précédente	Cotisations payées pour 2022	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
	2022	2021			2022	2021
Plans de prévoyance avec excédent	30'564			34'723	35'559	32'763

Les organes considèrent que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assuré(e)s et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour le Groupe. Au 31 décembre 2022, il n'y a ni avantage ni engagement économique à porter au bilan et aux comptes de résultat du Groupe.

Présentation des corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que de leurs variations durant l'exercice de référence

(en milliers de CHF)

	Etat au 31 décembre 2021	Utilisations conformes au but	Reclassification	Différence de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à charge du compte de résultat	Dissolutions au profit du compte de résultat	Etat au 31 décembre 2022
Provisions pour impôts latents	-							-
Provisions pour engagements de prévoyance	13'377	(524)				3'000		15'853
Provisions pour risque de défaillance	4'000							4'000
Provisions pour autres risques d'exploitation	16'107	(134)		34	81	3'000	(1'000)	18'088
Provision pour restructuration	-							-
Autres provisions	-							-
Total des provisions	33'484	(658)	-	34	81	6'000	(1'000)	37'941
Réserve pour risques bancaires généraux	102'560					15'039		117'599
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques-pays	13'586	(384)		57	116	5'000	-	18'375
dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	9'586	(384)		57	116	5'000		14'375
dont corrections de valeur pour les risques latents	4'000							4'000

Présentation du capital social

(en milliers de CHF)

	2022			2021		
	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende
Capital social						
Capital-actions/Capital social	300'000	30'000	300'000	300'000	30'000	300'000
dont libéré			300'000			300'000
Total du capital social	300'000	30'000	300'000	300'000	30'000	300'000

Nombre et valeur des droits de participation ou des options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de Direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs

Le Groupe UBP n'octroie pas de droits de participation ou d'options sur de tels droits aux collaborateurs et organes et il n'existe pas de plan de participation en actions.

Indication des participants significatifs

(en milliers de CHF)

	2022		2021		
	Nominal	Taux de participation	Nominal	Taux de participation	
Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote					
Avec droit de vote	CBI Holding SA Genève	300'000	100 %	300'000	100 %

La famille de Picciotto détient directement et indirectement 98,69% des votes et 94,97% du capital de CBI Holding SA.

Indication des créances et engagements envers les parties liées

Relations d'affaires avec des parties liées

Sont considérées comme liées les personnes (physiques ou morales) qui peuvent, de manière directe ou indirecte, exercer une influence notable sur les décisions financières ou opérationnelles du Groupe. Les sociétés contrôlées de manière directe ou indirecte par des parties liées sont, elles aussi, considérées comme liées. A ce titre sont réputées être parties liées les sociétés du Groupe non consolidées, les participants qualifiés, les sociétés liées (sœurs) et les membres des organes.

Dans le cadre des activités normales, le Groupe est amené à effectuer des transactions avec des parties liées. Celles-ci comprennent notamment des avances, des dépôts et des transactions sur instruments financiers (opérations sur devises, sur titres, etc.). Toutes les transactions se font aux conditions qui prévalent sur le marché lors de leur initiation. Le solde des opérations avec des parties liées au 31 décembre se présente comme suit :

(en milliers de CHF)	Créances		Engagements	
	2022	2021	2022	2021
Participants qualifiés			351'323	352'900
Sociétés du Groupe	534'269	400'116	1'654'520	1'586'752
Organes de la Banque	33'469	36'771	163'305	176'928

Les opérations du bilan et hors bilan ont été octroyées à des conditions conformes au marché.

Les organes comprennent les membres du Conseil d'administration ainsi que les membres du Comité Exécutif de la Banque.

Ces avances sont octroyées sur la base d'actifs nantis et évalués selon les critères retenus par la Banque dans sa politique en matière d'octroi de crédits.

Répartition du total des actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)

(en millions de CHF)

Notation selon les tables de correspondance de la FINMA	Expositions nettes à l'étranger 2022		Expositions nettes à l'étranger 2021	
	En CHF	Part en %	En CHF	Part en %
De AAA à AA-	20'216	87,1	15'652	79,8
De A+ à A-	1'031	4,4	752	3,8
De BBB+ à BBB-	341	1,5	209	1,1
De BB+ à BB-	78	0,3	1'519	7,8
De B+ à B-	167	0,7	96	0,5
Inférieur à B-	70	0,3	17	0,1
Sans notation	1'331	5,7	1'349	6,9
Total	23'234	100,0	19'594	100,0

La Banque utilise les notations externes fournies par S&P, Moody's et Fitch.

Répartition des créances et engagements conditionnels

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Engagements conditionnels		
Garanties de prestation de garantie et similaires	575'123	588'001
Engagements irrévocables résultant d'acréditifs documentaires	12'338	15'293
Total des engagements conditionnels	587'461	603'294
Créances éventuelles découlant de reports de pertes fiscales		
Total des créances éventuelles	-	-

La rubrique « Engagements conditionnels » recouvre les garanties émises pour le compte de la clientèle. Tout comme les crédits lombards, ces engagements sont couverts par des nantissements d'avoirs des clients.

La Commercial Court of Justice de Londres a notifié une action civile à l'encontre de la Banque, ainsi que de 36 autres parties, en septembre 2019. Le principal défendeur est un ancien organe de l'institution de sécurité sociale du Koweït auquel il est reproché la perception, dans le cadre de ses fonctions auprès de l'institution, de commissions non autorisées. L'action civile est également dirigée vers d'autres institutions bancaires et personnes physiques qui auraient également versé de telles commissions ou auraient participé à leur transfert. Certains défendeurs ont contesté avec succès la compétence des juridictions anglaises. Bien que deux défendeurs bancaires aient contesté avec succès la compétence du Juge anglais, la procédure s'est poursuivie pour les autres défendeurs, dont la Banque. Dans le but de pouvoir se défendre en produisant de la documentation soumise au secret bancaire, la Banque a initié auprès du Juge anglais une demande d'entraide internationale en matière civile afin d'obtenir, en Suisse, la documentation bancaire en lien avec le litige traité en Angleterre. Si la première instance genevoise a admis la demande d'entraide, la Cour de justice l'a rejetée. Un recours est actuellement pendant auprès du Tribunal fédéral. En l'état, la Banque conteste toujours les reproches qui lui sont faits et considère le risque lié à cette procédure comme très faible et ne nécessitant pas la constitution d'une provision.

Répartition des crédits par engagement

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Engagements résultant de paiements différés	1'412	4'090
Total	1'412	4'090

Répartition des opérations fiduciaires

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Placements fiduciaires auprès de banques tierces	600'483	605'093
Total	600'483	605'093

Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution

(en millions de CHF)

	2022	2021
Répartition d'avoirs administrés		
Avoirs détenus par des instruments de placements collectifs sous gestion propre	12'330	16'598
Avoirs sous mandat de gestion	15'057	18'810
Autres avoirs administrés	85'603	94'961
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles)	112'990	130'369
dont prises en compte doubles	9'318	12'389

Présentation de l'évolution des avoirs administrés

Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles) initiaux	130'369	116'284
+/- Apports nets d'argent frais/(retraits nets)	(736)	2'457
+/- Evolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change	(16'643)	7'802
+/- Autres effets*		3'826
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles) finaux	112'990	130'369

Font partie des avoirs administrés tous les avoirs détenus à des fins de placement par des clients privés, des clients institutionnels et des sociétés d'investissement/fonds de placement. Ainsi, seuls les avoirs attribuables aux centres de profits (Wealth Management et Asset Management), dont la rentabilité peut être mesurée, sont retenus. Les avoirs sous simple garde et destinés uniquement à des fins de transactions/administration en sont exclus. Les apports/retraits nets d'argent frais de la clientèle sont constitués des avoirs acquis de nouveaux clients ou de clients existants ainsi que des retraits d'avoirs de clients existants ou ayant rompu leur relation avec la Banque. Leur valeur est déterminée au jour du transfert (liquidités et/ou valeurs mobilières). En sont exclus les mouvements dus au marché, aux changements de cours ainsi que les revenus y afférents (intérêts/dividendes), de même que la perception des frais et intérêts sur prêts.

*Pour l'exercice 2021, représente l'acquisition de la banque Millennium Banque Privée BCP (Suisse).

Répartition du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Répartition selon les secteurs d'activité		
Activités de négoce pour propre compte	53'676	40'256
Exécution pour le compte de la clientèle	56'218	51'513
Total du résultat de négoce	109'894	91'769
Répartition par type d'activité et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur		
Résultat de négoce provenant des:		
Instruments de taux	13'851	12'465
Titres de participation (y. c. les fonds)	18'466	17'699
Devises - Matières premières - Métaux précieux	77'577	61'605
Total du résultat de négoce	109'894	91'769
dont provenant de l'option de la juste valeur	12'357	14'120
dont provenant de l'option de la juste valeur sur les actifs	(503'601)	128'432
dont provenant de l'option de la juste valeur sur les engagements	515'958	(114'312)

Indication d'un produit de refinancement significatif dans la rubrique « Produits des intérêts et des escomptes » ainsi que des intérêts négatifs significatifs et de l'option de la juste valeur

Les charges de refinancement des portefeuilles de négoce sont débitées, au taux du marché, du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur.

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Refinancement		
Charges de refinancement du portefeuille de négoce et de l'option de la juste valeur	(6'680)	(8'874)
Intérêts négatifs		
Intérêts négatifs sur placements	(11'355)	(32'949)
Intérêts négatifs sur engagements	7'684	8'457

Répartition des charges de personnel

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Appointements	457'534	419'777
dont charges en relation avec les rémunérations variables	145'940	127'495
Prestations sociales	60'763	56'020
Autres charges de personnel	20'082	18'069
Total	538'379	493'866

Répartition des autres charges d'exploitation

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Coût des locaux	27'331	26'524
Coût de l'informatique des machines, du mobilier, etc.	65'191	57'615
Honoraires des sociétés d'audit	2'819	2'489
dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	2'347	2'096
dont pour d'autres prestations de services	472	393
Autres charges d'exploitation	94'512	85'700
Total	189'853	172'328

Résultat extraordinaire

Les produits extraordinaires s'élèvent à CHF 27,812 millions au 31.12.2022. Ils sont essentiellement constitués d'un profit sur la vente d'une participation minoritaire pour CHF 26,812 millions.

Présentation des impôts courants et latents avec indication du taux d'imposition

(en milliers de CHF)

	2022	2021
Constitution de provision pour impôts différés		
Dissolution de provision pour impôts différés		
Charges pour impôts courants	34'757	31'111
Total des impôts	34'757	31'111
Taux d'imposition moyen pondéré sur la base du résultat avant impôts	15,71%	14,23%

L'impact de l'utilisation de pertes reportées non utilisées antérieurement, sur le montant total des impôts de l'exercice courant, s'élève à CHF 0 (2021: CHF 0).

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION SUR LES COMPTES ANNUELS DE LA BANQUE

A l'Assemblée générale de l'Union Bancaire Privée, UBP SA, Genève

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Union Bancaire Privée, UBP SA (la Société), comprenant le bilan au 31 décembre 2022, le compte de résultat et le tableau des capitaux propres pour l'exercice clos à cette date ainsi que l'annexe, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels (pages 50 à 71) sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels» de notre rapport. Nous sommes indépendants de la Société, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Éléments clés de l'audit

Les éléments clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, sont les plus importants lors de notre audit des comptes annuels de la période sous revue. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas d'opinion distincte sur ces points. Nous décrivons ci-dessous, pour chaque élément clé, les réponses que nous avons apportées lors de l'audit.

Nous avons respecté les responsabilités décrites dans la section «Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport, y compris les responsabilités liées aux éléments clés. Notre audit comprend la mise en œuvre de procédures définies en fonction de

notre évaluation du risque d'anomalies significatives dans les comptes annuels. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures réalisées afin de répondre aux éléments décrits ci-dessous, constituent la base pour fonder notre opinion d'audit sur les comptes annuels.

Evaluation de la juste valeur des instruments financiers

Risque

La juste valeur est définie comme le montant qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre les participants du marché à la date d'évaluation. Les justes valeurs peuvent être basées sur des prix cotés sur des marchés actifs, sur un modèle de valorisation dont les variables significatives peuvent être observées directement ou indirectement sur le marché, ou sur un modèle d'évaluation où les variables importantes ne peuvent être observées sur le marché.

Les évaluations basées sur des modèles sont influencées dans une large mesure par les hypothèses appliquées, y compris les taux d'intérêt, les taux à terme, les courbes de taux, la volatilité et les estimations des flux de trésorerie futurs. La détermination de ces hypothèses nécessite l'exercice d'un jugement important.

Dans son bilan au 31 décembre 2022, l'Union Bancaire Privée, UBP SA fait état d'un total d'actifs financiers à la juste valeur de CHF 2,9 milliards, incluant CHF 1,4 milliard en instruments financiers dérivés, et des passifs financiers à la juste valeur de CHF 2,8 milliards, incluant CHF 1,4 milliard en instruments financiers dérivés.

Compte tenu de l'exercice de jugement inhérent à la détermination de ces hypothèses et l'importance de ces postes du bilan dans les comptes annuels de l'Union Bancaire Privée, UBP SA, leur évaluation est un domaine particulièrement important du point de vue de l'audit. En conséquence, nous avons identifié ce point comme un élément clé de l'audit.

Les principes comptables correspondants appliqués par l'Union Bancaire Privée, UBP SA sont expliqués aux pages 15 et 16 et les informations complémentaires concernant les instruments financiers sont présentés aux pages 58 et 59 de l'annexe aux comptes annuels.

Nos procédures d'audit

Nos procédures d'audit ont inclus une évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle des contrôles clés pertinents pour le calcul des justes valeurs. Il s'agit notamment des contrôles des données sous-jacentes, du calcul de la juste valeur et de la mise à jour automatique dans le système, ainsi que de l'analyse des valeurs en dehors des limites de tolérance.

En utilisant des comparaisons avec des sources tierces, nous avons testé les justes valeurs qui étaient directement disponibles sur un marché actif. En outre, sur la base d'un échantillon, nous avons testé indépendamment les justes valeurs d'instruments financiers qui n'étaient pas directement disponibles sur un marché actif. Enfin, nous avons évalué le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et l'adéquation des informations fournies dans l'annexe aux comptes annuels.

Nos procédures d'audit n'ont pas conduit à des réserves concernant l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers.

Comptabilisation et évaluation du goodwill

Risque

L'Union Bancaire Privée, UBP SA comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, selon laquelle les actifs nets de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Si la valeur d'acquisition dépasse la valeur des actifs nets acquis, un goodwill est comptabilisé.

Le goodwill est amorti de façon linéaire sur la durée d'utilisation estimée et il est soumis à un test annuel de dépréciation. La valeur recouvrable déterminée dans le cadre du test de dépréciation est influencée dans une large mesure par les hypothèses utilisées, dont la détermination implique l'exercice d'un jugement important.

Dans son bilan au 31 décembre 2022, l'Union Bancaire Privée, UBP SA fait état d'un goodwill d'un montant total de CHF 151,4 millions. En raison de l'importance du jugement inhérent à l'évaluation du goodwill, il s'agit d'un domaine particulièrement important du point de vue de l'audit. En conséquence, nous avons identifié ce point comme un élément clé de l'audit.

Les principes comptables correspondants appliqués sont expliqués par l'Union Bancaire Privée, UBP SA à la page 15 et

les informations complémentaires concernant le goodwill sont présentées à la page 61 de l'annexe aux comptes annuels.

Nos procédures d'audit

Dans le cadre de notre audit, nous avons examiné le modèle d'évaluation utilisé pour le test de dépréciation du goodwill ainsi que les hypothèses importantes, en particulier l'estimation des flux monétaires futurs générés par les entreprises acquises. Nous avons évalué ces hypothèses sur la base de la performance passée et des conditions actuelles du marché. Enfin, nous avons évalué le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et l'adéquation des informations fournies dans l'annexe aux comptes annuels.

Nos procédures d'audit n'ont pas conduit à des réserves concernant la comptabilisation et l'évaluation du goodwill.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes consolidés, des comptes annuels et de notre rapport correspondant.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes annuels ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'administration relatives aux comptes annuels

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels conformément aux règles d'établissement des comptes applicables aux banques, aux dispositions légales

et aux statuts. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre l'exploitation de l'entreprise. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité de la Société à poursuivre ses activités et d'établir le bilan sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf si le Conseil d'administration a l'intention de liquider la Société ou de cesser l'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une plus ample description de nos responsabilités relatives à l'audit des comptes annuels est disponible sur le site Internet d'EXPERTsuisse: <http://expertsuisse.ch/fr-ch/audit-rapport-de-revision>. Cette description fait partie intégrante de notre rapport.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts, et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Genève, le 16 mars 2023

Ernst & Young SA



Raphaël Thürler
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Patrick Mettraux
Expert-réviseur agréé

Copyright

© 2023 Union Bancaire Privée, UBP SA

Photos: @Getty Images / UBP

Imprimé en Suisse sur du papier 100% recyclé et neutre en carbone – Mars 2023

www.ubp.com



UNION BANCAIRE PRIVÉE